Rapport financier du troisième trimestre 2012-2013

Pour la période terminée le 31 décembre 2012

CBC Radio-Canada

Table des matières

Engagement de CBC/Radio-Canada envers la transparence et la responsabilisation 3

Rapport de gestion 4

Rétrospective du trimestre 5
Faits saillants financiers 5
Faits saillants des activités 7

1. Le point sur le rendement 11
1.1 Indicateurs stratégiques 11
1.2 Indicateurs opérationnels 15

2. Capacité de produire des résultats 19
2.1 Personnes et leadership 19
2.2 Capacité des ressources 21

3. Résultats et perspectives 23
3.1 Résultats 23
3.2 Situation financière, flux de trésorerie et liquidités 31
3.3 Le point sur les perspectives et les risques 33

4. Présentation de l'information financière 34
4.1 Estimations comptables critiques et conventions comptables futures 34
4.2 Transactions entre parties liées 34

5. Déclaration de la responsabilité de la direction par des cadres supérieurs 35

6. États financiers consolidés résumés 36

7. Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés 41

Engagement de CBC/Radio-Canada envers la transparence et la responsabilisation

En tant que radiodiffuseur public national, nous accordons beaucoup d'importance à notre obligation de transparence et de responsabilisation envers les Canadiens. Pour nous acquitter de nos responsabilités à cet égard, nous publions sur notre site web institutionnel de l'information sur nos activités et sur la gestion des ressources publiques qui nous sont confiées.

[1] Le Bureau du vérificateur général (BVG) a communiqué les résultats de l'examen spécial sur les systèmes et les pratiques clés de la Société au Conseil d'administration le 21 février 2013. Nous sommes très satisfaits des résultats de l'examen. Pour plus de détails, consultez le communiqué qui se trouve ici.

Rapport de gestion

Exigences concernant les rapports trimestriels

Outre un rapport annuel, nous sommes tenus – comme la plupart des sociétés d'État canadiennes sous régime fédéral – de déposer des rapports financiers trimestriels pour les trois premiers trimestres de chaque exercice. Conformément à notre engagement de faire preuve de transparence et d'assurer une surveillance efficiente des fonds publics qui nous sont alloués, nous avons le plaisir de présenter notre rapport trimestriel pour la période terminée le 31 décembre 2012. Ce rapport est accessible sur notre site web institutionnel.

Ces états financiers consolidés résumés non vérifiés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012 n'ont pas été audités par notre vérificateur.

Saisonnalité

La majeure partie de nos revenus autogénérés est constituée de revenus publicitaires, lesquels suivent un cycle saisonnier. Les revenus publicitaires varient en fonction des conditions du marché et de l'économie en général, ainsi que de la programmation. Les revenus d'abonnement sont relativement plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses opérationnelles tendent également à suivre un cycle saisonnier en raison des variations de la grille de programmation.

Les crédits parlementaires sont constatés en résultat en fonction du budget annuel, qui reflète les influences saisonnières sur les dépenses et les revenus autogénérés.

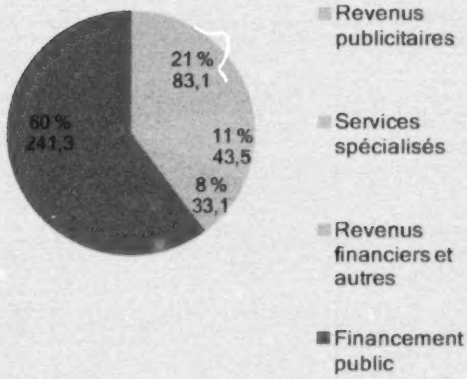
Note relative aux déclarations prospectives

Ce rapport renferme des déclarations prospectives concernant les objectifs, les stratégies et les résultats opérationnels et financiers escomptés. Ces déclarations s'appuient sur les hypothèses générales suivantes : le financement public de CBC/Radio-Canada demeure conforme aux annonces faites dans le budget fédéral de 2012; les contributions provenant du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) disparaîtront progressivement d'ici le 31 août 2014; le marché des revenus publicitaires de la télévision demeurera solide et le contexte de la réglementation de la radiodiffusion ne changera pas fondamentalement. Les principaux facteurs de risque et d'incertitude sont décrits à la section « Le point sur les perspectives et les risques » du présent rapport. Toutefois, certains risques et certaines incertitudes échappent à notre volonté et restent difficiles à prévoir. Ceux-ci comprennent, sans s'y limiter, des facteurs liés à la conjoncture économique et financière, ainsi que d'autres facteurs d'ordre technologique et réglementaire. En raison de l'influence de ces facteurs ou d'autres facteurs, les résultats réels peuvent différer considérablement des prévisions contenues, de manière explicite ou implicite, dans les déclarations prospectives.

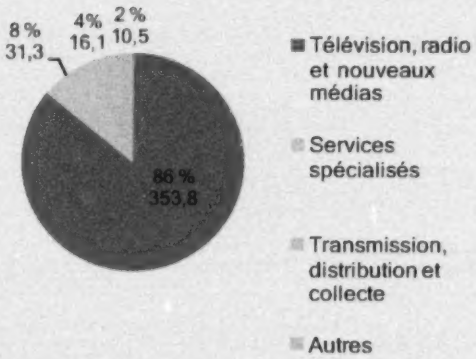
Rétrospective du trimestre

Faits saillants financiers

Revenus et sources de financement pour le T3 2012-2013
(en millions de dollars canadiens)



Répartition des dépenses pour le T3 2012-2013
(en millions de dollars canadiens)



(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 31 décembre			Période de neuf mois terminée le 31 décembre		
	2012	**2011**	**Écart en %**	**2012**	**2011**	**Écart en %**
Revenus	159 679	195 967	(18,5)	469 354	504 188	(6,9)
Charges	(411 651)	(467 535)	12,0	(1 297 914)	(1 328 723)	2,3
Financement public	241 285	269 855	(10,6)	813 710	838 745	(3,0)
Résultat net avant éléments hors activités opérationnelles	**(10 687)**	**(1 713)**	**(523,9)**	**(14 850)**	**14 210**	**(204,5)**

La diminution de 55,9 millions de dollars (12,0 pour cent) des dépenses a été supérieure au recul de 36,3 millions de dollars (18,5 pour cent) des revenus, principalement dû au conflit de travail à la LNH et à d'autres changements dans la programmation. La baisse de 27,8 millions de dollars de notre crédit parlementaire de l'exercice, combinée avec des modifications dans le moment de la comptabilisation de ce financement, est à l'origine du déficit net constaté pour le trimestre. Ceci est conforme aux résultats attendus et est largement compensé par les revenus hors activités opérationnelles tirés de la vente de deux sites d'émetteurs.

Le résultat net avant éléments hors activités opérationnelles s'établit, pour le trimestre, à une perte de 10,7 millions de dollars, comparativement à une perte de 1,7 million de dollars pour la période correspondante en 2011-2012.

Cette variation traduit l'évolution suivante des revenus, du financement et des dépenses :

- Les revenus ont baissé de 36,3 millions de dollars (18,5 pour cent) comparativement au troisième trimestre de 2011-2012. Cette baisse témoigne principalement de l'impact sur les revenus publicitaires des réductions effectuées dans la programmation par suite des compressions budgétaires du gouvernement fédéral et de l'absence du hockey professionnel en direct à l'émission *Hockey Night in Canada* en raison du lock-out dans la LNH. La diminution du taux de contribution au FAPL, entrée en vigueur le 1er septembre 2012, a aussi été un facteur.
- Les dépenses ont diminué de 55,9 millions de dollars (12,0 pour cent) comparativement à celles du troisième trimestre de l'exercice 2011-2012. Cette diminution est en grande partie attribuable aux initiatives de réduction qui ont touché la programmation et l'exploitation dans la foulée des compressions du récent budget fédéral, à la diminution du financement du FAPL et à d'autres pressions financières. La réduction des dépenses pour les droits de diffusion d'événements sportifs au cours de ce trimestre marqué par le lock-out de la LNH a aussi contribué à cette diminution.
- Le financement public constaté à des fins comptables est en baisse de 28,6 millions de dollars (10,6 pour cent) comparativement à celui du troisième trimestre de l'exercice 2011-2012, une baisse qui s'explique par la correspondance établie entre le financement et les coûts inscrits au budget du trimestre. Le crédit parlementaire accordé en 2012-2013 devrait être inférieur de 27,8 millions de dollars à celui de l'exercice précédent par suite des réductions intégrées dans le budget fédéral de 2012.

Autres questions financières

Pendant ce trimestre, nous nous sommes attachés à poursuivre la mise en œuvre des mesures exposées dans notre plan financier pour composer avec des pressions financières attendues de 200 millions de dollars. Ces pressions découlent de la diminution de notre crédit parlementaire annuel ainsi que de nouveaux coûts et investissements inévitables pour que nous demeurions un radiodiffuseur public moderne. Par ailleurs, les coûts de restructuration non récurrents visant à faire face à ces pressions supplémentaires sont estimés à un maximum de 25 millions de dollars.

Le processus de réaménagement des effectifs – l'une des mesures prévues dans notre plan financier – suit son cours. La Société prévoit éliminer 650 postes équivalents à temps plein sur une période de trois ans. De ce nombre, jusqu'à 475 postes seront supprimés au cours du présent exercice. La plupart de ces postes avaient été abolis le 31 juillet.

À la fin d'octobre, le site de transmission sur ondes courtes de Radio Canada International (RCI) situé à Sackville (Nouveau-Brunswick), en activité depuis 67 ans, a officiellement été abandonné. Même s'il n'émettait plus le signal de RCI depuis le 24 juin, ce site est demeuré en service jusqu'en octobre pour respecter les ententes de diffusion internationales de la Société. La programmation de RCI est maintenant diffusée exclusivement en ligne.

Pendant ce trimestre, nous avons également continué d'examiner nos actifs de transmission et notre portefeuille immobilier dans l'optique d'accroître nos revenus autogénérés. La vente de propriétés à Calgary et à Edmonton consécutive au déménagement d'installations de transmission a dégagé des sommes pour des investissements dans de nouvelles immobilisations. De plus, nos efforts pour louer de l'espace inoccupé dans nos autres propriétés ont porté leurs fruits, puisque la superficie louée a atteint près de 300 000 pieds carrés excédentaires à la fin du trimestre. Il s'agit là d'un pas de plus vers l'atteinte de notre objectif de réduire notre empreinte de 800 000 pieds carrés d'ici 2017.

Faits saillants des activités

Nous continuons à remplir notre mandat stratégique, malgré les contraintes en matière de ressources, en suivant notre plan stratégique quinquennal, la Stratégie 2015. Au cours du trimestre, nous avons mis en œuvre diverses initiatives qui appuient les trois axes stratégiques de ce plan :

- Plus distinctive : programmation réseau et espaces publics nationaux
- Plus régionale : présence régionale et espaces communautaires
- Plus numérique : nouvelles plateformes et nouveaux espaces numériques

Plus distinctive

Au cours du trimestre, notre contenu canadien a trouvé un écho auprès de nos auditoires et nous avons continué à faire œuvre de pionniers dans notre programmation.

C'est particulièrement vrai d'*Unité 9*, diffusée à la Télévision de Radio-Canada, qui témoigne parfaitement de la transformation continue du réseau. Cette émission plonge les téléspectateurs dans la vie de détenues d'une prison pour femmes. En plus de redéfinir le téléroman en tant que genre, *Unité 9* enregistre des cotes d'écoute record avec une moyenne de 1,5 million de téléspectateurs[1] tous les mardis soirs. Le dernier épisode avant la pause des fêtes a attiré 1,8 million de téléspectateurs, ce qui en fait l'épisode d'une série dramatique le plus regardé de la saison dans le marché de langue française[1]. *Unité 9* se poursuit cet hiver, pour un total de 26 épisodes dans la grille automne-hiver.

L'actualité régionale, nationale et internationale chargée de cet automne a eu des répercussions considérables sur toutes nos plateformes d'information et d'actualités. Dans les semaines du 1er et du 15 octobre, le Réseau de l'information (RDI) s'est classé au quatrième rang des chaînes québécoises les plus regardées, avec plus de 4 pour cent de part de marché[1], alors que Radio-Canada.ca a enregistré plus de 2,6 millions de visiteurs uniques en octobre 2012, le deuxième mois le plus achalandé de son histoire[2]. CBC News a présenté sur ses multiples plateformes un point de vue canadien unique sur les élections américaines, sous la forme d'une couverture et d'analyses à CBC Television, à CBC Radio et à CBC.ca. Les cérémonies du jour du Souvenir 2012 et les effets dévastateurs de l'ouragan Sandy sont au nombre des autres faits saillants de l'actualité couverts au cours du trimestre.

L'absence de vrais matchs à présenter à *Hockey Night in Canada (HNIC)* en raison du lock-out dans la LNH a eu un impact significatif sur CBC Television : non seulement sur la programmation, mais aussi sur la valeur promotionnelle d'*HNIC* et sa capacité d'attirer l'auditoire pour le reste de la grille aux heures de grande écoute. Malgré cela, CBC Television a diffusé sept des dix émissions canadiennes de divertissement les plus regardées[1] aux heures de pointe. *Dragons' Den*, notamment, a attiré un auditoire moyen de plus d'un million de personnes tous les dimanches soirs, tandis que l'émission *Rick Mercer Report* a frôlé cette marque.

CBC Radio One a récolté les cotes d'écoute les plus élevées de son histoire pour la période des sondages d'automne, avec une part d'auditoire de 12,2 pour cent. De son côté, avec 3,2 pour cent, Radio 2 a obtenu sa part d'auditoire la plus élevée pour la période d'automne depuis le changement de sa programmation en 2008. Le 19 novembre 2012, *The Current* a célébré son 10e anniversaire en présentant une émission en direct du studio Glenn-Gould à Toronto.

---

[1] Source : BBM
[2] Source : comScore

Également au cours du trimestre, CBC a contribué à souligner l'importance de la littérature canadienne. Le gala de remise du prix Banque Scotia Giller, qui récompense chaque année l'auteur canadien du meilleur roman ou recueil de nouvelles de langue anglaise, a été animé par Jian Ghomeshi, de CBC Radio One, et diffusé à CBC Television et en direct sur le site CBC Books. Le lauréat du prix, Will Ferguson, a été interviewé le lendemain matin par Jian Ghomeshi à l'émission *Q* de CBC Radio.

Fidèle à sa tradition, Radio-Canada a marqué la période des fêtes de fin d'année sur toutes ses plateformes avec une programmation rassembleuse, composée d'émissions humoristiques, de variétés et de rétrospectives de l'année. La mouture 2012 du *Bye Bye* a attiré un total combiné de 4,9 millions de téléspectateurs[1] pour sa diffusion en direct et en reprise, battant ainsi son record historique de 2011. La Radio de Radio-Canada s'est assurée également sa part d'auditoire avec l'émission *À l'année prochaine*, diffusée à la Première Chaîne, ainsi qu'avec 14 nouvelles webradios thématiques sur les fêtes sur Espace.mu. Radio-Canada.ca a lancé le blogue *Raconte-moi demain* et donné la parole à des dizaines de personnalités de tous horizons pour entendre leurs prédictions sur ce que sera notre monde dans 100 ans.

La grille des fêtes de CBC Television n'était pas en reste avec *Canadian Country Music Association (CCMA) Home for the Holidays*, *Holiday Festival on Ice* et *This Hour has 22 Minutes Holiday Special*. Les auditeurs de CBC Radio ont pu apprécier la musique des fêtes diffusée à *Canada Live*, tandis que CBCMusic.ca leur offrait deux chaînes spéciales pour l'occasion : Classical Holidays et Season Favourites. À CBC Television, la programmation de la veille du jour de l'An était constituée d'émissions spéciales de *This Hour has 22 Minutes*, *The Ron James Show* et *George Stromboulopoulos*. À la radio, *CBC Music Presents* a offert « le meilleur de 2012 », tout comme *The Current* et *Radio 2 Drive*, une émission également disponible sur le portail CBC Music.

Plus régionale

Radio-Canada représente très souvent la seule source de programmation locale en français dans les petites communautés francophones du pays. Déterminée à aller de l'avant malgré les contraintes actuelles liées aux ressources, la Société continue d'être bien présente dans les régions où les francophones sont minoritaires, comme en témoignent les bulletins de nouvelles régionaux, diffusés sept jours sur sept et mis en ondes au cours des deux premières années de la Stratégie 2015.

De même, dans le cadre de son engagement continu à étendre son service local, CBC a lancé un nouveau service local à Kamloops, qui comprend une nouvelle émission du matin à CBC Radio One, ainsi que du contenu numérique local.

Faisant preuve de souplesse et totalement à l'écoute des régions que nous servons, la station numérique de CBC à Hamilton – un service unique lancé en 2012 dans la région du Golden Horseshoe en Ontario – a pris en compte les commentaires de son auditoire pour modifier la présentation de son site. Ainsi, une nouvelle page d'accueil a été conçue pour améliorer l'expérience générale des utilisateurs, ce qui a déjà permis d'en augmenter le nombre.

Les téléspectateurs francophones de l'Est du Québec, du Saguenay, de la Mauricie et de Toronto abonnés au service satellite de Bell ont dorénavant accès aux informations et aux émissions locales de leur région, les signaux locaux étant retransmis par le distributeur depuis la fin novembre.

Le nouveau service numérique hyperlocal de Radio-Canada pour les résidents de l'extérieur de l'île de Montréal s'installe au cœur de son territoire, à Brossard et à Laval. De cette façon les équipes de reportage pourront travailler de plus près avec les communautés qu'elles servent, tout en assurant aussi une meilleure utilisation des ressources et en minimisant leur impact environnemental.

---

[1] Source : BBM

Plus numérique

L'ensemble de la Société travaille à étendre notre portée dans l'espace numérique et la gamme des services que nous fournissons aux Canadiens. Nous améliorons l'expérience des utilisateurs, établissons des partenariats et développons des ententes de distribution.

Au cours du trimestre, CBC a offert une expérience multiplateforme novatrice, en lien avec les émissions *Over the Rainbow* et *Dragons' Den*, qui faisait appel à la participation de l'auditoire pour les composantes web et les applications mobiles de ces émissions. Nous avons aussi lancé une application *Hockey Night in Canada* et une application CBC News pour Windows 8.

Au même moment, Radio-Canada.ca a lancé une application gratuite pour iPad, de type magazine, qui donne accès par thème aux contenus de Radio-Canada.ca et à des extraits d'émissions de radio et de télévision. La personnalisation permet de suivre l'actualité de sa région et de choisir les sujets à afficher. Depuis son lancement, cette application se classe parmi les plus populaires du palmarès canadien francophone d'Apple. Afin d'aider les Canadiens à faire leurs choix parmi l'offre télévisuelle de Radio-Canada, nous avons aussi mis au point l'application sur Facebook *Radio-Canada et moi*. Ce guide horaire interactif retient les émissions correspondant aux intérêts et aux disponibilités de chaque utilisateur. Des alertes sur les réseaux sociaux et par courriel préviennent de la diffusion des émissions sélectionnées.

Les nouveaux jeux interactifs de Radio-Canada.ca, *LeJudas.tv* et *Supermaire*, du projet Rive-Nord/Rive-Sud, explorent le potentiel ludique de notre contenu au moyen de la simulation ou dans le cadre de versions multiplateformes de séries dramatiques et humoristiques. Dans *Supermaire*, les joueurs essaient d'assurer les destinées d'une administration municipale en gérant son budget. *Le judas*, un jeu en réalité alternée, propose aux participants d'identifier le coupable d'un meurtre en visionnant des vidéos de caméras de surveillance.

Radio-Canada.ca a aussi lancé la nouvelle websérie, *Le chum de ma mère est un extra-terrestre*, destinée aux 9-12 ans, afin de les aider à développer leurs compétences dans Internet. Dans *Alphée des étoiles*, un nouveau documentaire web, le réalisateur Hugo Latulippe raconte le quotidien de sa fille de cinq ans, atteinte d'une maladie génétique rare.

Afin d'accroître la visibilité de Tou.tv et d'affirmer encore davantage la place du radiodiffuseur public national dans un marché en évolution rapide, le secteur de la vidéo sur demande a conclu des ententes avec des joueurs majeurs de l'industrie pour que notre programmation soit offerte sur diverses plateformes. Samsung met maintenant à la disposition du public plus de 2 000 heures de programmation gratuite en français sur ses téléviseurs connectés Smart TV. Microsoft est aussi partenaire, avec des applications pour le service Xbox LIVE et son récent système d'exploitation, Windows 8.

Enfin, à compter de janvier 2013, les passagers d'Air Transat pourront faire le plein de suggestions culturelles en visionnant des épisodes de l'émission *La liste*, diffusée sur ARTV. Ils découvriront les coups de cœur de l'animatrice Marie-Soleil Michon et de ses collaborateurs, autour des thèmes de la psychologie et du quotidien.

Autres questions liées aux activités

Le 21 février, le Conseil d'administration a pris connaissance des résultats de l'examen spécial du Bureau du vérificateur général (BVG) sur nos systèmes et pratiques clés. Nous sommes très satisfaits des résultats du rapport et des progrès que nous avons accomplis depuis 2005, date du dernier examen spécial, notamment en raison du fait qu'aucune lacune majeure n'a été relevée pendant l'examen. Cela signifie que le BVG n'a trouvé aucune faiblesse significative dans nos systèmes et pratiques clés. Bien que la majorité des secteurs examinés aient fait l'objet de commentaires positifs, le BVG a tout de même cerné certains aspects qui mériteraient d'être améliorés. Sept recommandations principales nous ont été formulées. Nous sommes d'accord avec ces recommandations et nous avons déjà commencé à y donner suite. Cet examen spécial constitue une autre garantie pour les Canadiens que nous gérons nos actifs de manière responsable et efficace.

Au cours du trimestre, la commissaire à l'information a accordé la note « A » à CBC/Radio-Canada pour son rendement en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, dans son rapport spécial déposé au Parlement. Ce résultat contraste avec la note « F » que la Société avait obtenue dans le rapport précédent de la commissaire en mars 2011. Également au troisième trimestre, les progrès continus de CBC/Radio-Canada au chapitre de la transparence, de la responsabilisation et de l'accès à l'information ont valu à la Société une place parmi les finalistes des Prix de leadership dans le secteur public de 2012 décernés par l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC)/Deloitte. Les lauréats ont été annoncés en février 2013.

Nous avons également publié notre Rapport de performance environnementale 2011-2012. Les Canadiens peuvent y évaluer nos efforts pour devenir une entreprise plus écologique et plus efficace. À mesure que nous progressons, nous nous assurons que notre programme environnemental est rigoureux et efficace, en développant des paramètres et des cibles adaptés à notre secteur. Tout cela dans le but de mesurer notre performance, d'améliorer notre système de gestion environnementale et de préciser les mandats, les rôles et les responsabilités des comités ainsi que des employés dont le travail a un effet sur nos activités touchant l'environnement.

Perspectives

Le 19 décembre, nous avons déposé notre réponse finale devant le CRTC, ce qui conclut officiellement notre participation au processus de renouvellement de nos licences. Le 21 janvier 2013, le CRTC a invité ARTV à soumettre de nouveau un aspect de sa demande de renouvellement de licence dans le but de préciser l'exigence voulant que les communautés de langue officielle en situation minoritaire à l'extérieur du Québec aient accès au service d'ARTV par l'intermédiaire des câblodistributeurs de leur marché.

Tout au long des audiences, tant les organisations que les citoyens canadiens se sont présentés devant le CRTC pour lui faire part des enjeux les préoccupant. Le CRTC a reçu près de 8 000 commentaires dans la période précédant les audiences. Cela démontre bien l'importance que les Canadiens accordent à la radiodiffusion publique. En comparaison, les audiences pour CTVglobemedia Inc., Shaw Media Inc., Shaw Cablesystems ltd, Corus Entertainment Inc. et Rogers Broadcasting ont donné lieu à un total de 1 021 interventions.

Nous avons profité de cette occasion pour réaffirmer notre engagement à l'égard du rôle unique et essentiel que joue le radiodiffuseur public dans le système canadien de radiodiffusion, pour rappeler les défis auxquels nous faisons face pour assumer ce rôle, et pour insister sur la nécessité de pouvoir compter sur un cadre réglementaire plus souple et sur la capacité de générer des revenus supplémentaires afin de pouvoir relever ces défis. Nous attendons avec impatience la décision du CRTC, qui devrait être rendue dans plusieurs mois.

Le conflit de travail dans la LNH, qui avait débuté le 16 septembre 2012, a pris fin le 12 janvier 2013. Une fois la convention collective signée, la saison régulière a commencé le 19 janvier, marquant le retour de *Hockey Night in Canada* à CBC Television et sur cbcsports.ca. Les téléspectateurs remarqueront plusieurs changements à l'occasion du 60e anniversaire de cette émission : une nouvelle interprétation de *Hockey Tonight*, de nouvelles animations en ondes et encore plus d'occasions pour l'auditoire d'interagir avec l'émission, le match et les autres amateurs de partout au pays en lançant l'outil *Hockey Night in* Canada: 2nd Screen.

Le 14 février, nous avons reçu l'approbation législative définitive qui était nécessaire afin de procéder à la vente de la chaîne **bold** à Blue Ant Media Inc., comme nous l'avions annoncé au premier trimestre. Les termes de l'accord sont en cours de finalisation.

1. Le point sur le rendement

Comme nous l'expliquons ci-dessous, nos indicateurs de rendement clés (IRC) sont de deux ordres :

Les *indicateurs stratégiques* intègrent les résultats des sondages réalisés pour mesurer notre efficacité à nous acquitter de notre mandat et le degré d'adéquation entre notre programmation et nos principes directeurs. Ils tiennent également compte de la part de contenu canadien dans nos émissions télévisées.

Les *indicateurs opérationnels* prennent en considération la part d'auditoire, le nombre de visiteurs sur nos sites web, le nombre d'abonnés à nos services et les revenus réalisés par les Services français et les Services anglais.

Le rapport annuel 2011-2012 renferme de plus amples renseignements, notamment les cibles associées à tous les indicateurs de rendement pour 2012-2013.

1.1 Indicateurs stratégiques

Évaluation de nos succès à l'égard de la Stratégie 2015 : Partout, Pour tous

Un des éléments centraux de la Stratégie 2015 est l'établissement d'indicateurs permettant de suivre et d'évaluer notre rendement. Nous avons créé un bulletin de rendement qui nous permet d'établir dans quelle mesure, selon les Canadiens interrogés, nos services sont conformes au mandat de la Société en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* et notre programmation est conforme aux principes directeurs de notre nouveau plan. Nous présentons ci-dessous le bulletin de rendement pour novembre 2012, une évaluation provisoire pour la deuxième année de la nouvelle stratégie, et qui établit une comparaison avec novembre 2011. Les écarts de moins de 0,3 point ne sont pas statistiquement significatifs.

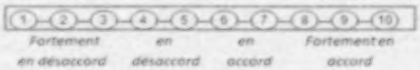
Le rapport annuel 2012-2013 présentera une analyse détaillée de notre rendement au cours des deux dernières années ainsi qu'un rapport de nos progrès à l'égard des indicateurs de la Stratégie 2015.

Rapport sur les Services français

Comment les Services français remplissent-ils leur mandat conformément à la *Loi*?

La programmation de la Radio et de la Télévision de Radio-Canada est...	Novembre 2012 Moyenne (/10)	Novembre 2011 Moyenne (/10)
informative	8,2	8,3
éclairante	8,0	8,0
divertissante	7,8	7,9
disponible sur les nouvelles plateformes	8,1	8,4

Définition de la mesure utilisée : La moyenne correspond à la note moyenne attribuée par tous les répondants sur une échelle de 10 points.



Source : Sondage téléphonique réalisé par TNS Canadian Facts (1200 francophones par sondage).

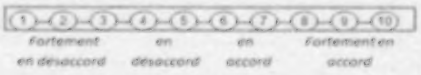
Les sondages téléphoniques sont menés en novembre et mars de chaque année.

Les résultats du sondage de suivi réalisé en novembre 2012 confirment que les francophones continuent d'estimer que les Services français de CBC/Radio-Canada remplissent leur mandat conformément à la *Loi sur la radiodiffusion* de 1991. En effet, les scores sont élevés pour chaque aspect évalué, allant de 7,8 (divertissante) à 8,2 (informative).

Dans quelle mesure la programmation des Services français cadre-t-elle avec les principes directeurs de la Stratégie 2015?

La programmation[1] offerte par les services de Radio-Canada...	Novembre 2012 Moyenne (/10)	Novembre 2011 Moyenne (/10)
est de haute qualité	8,2	8,4
est différente de celle de nos compétiteurs	7,6	8,0
reflète les régions du Canada	7,3	7,8
reflète ma région	6,7	7,1
reflète la diversité	7,2	7,7
reflète ma culture	7,3	7,6

Définition de la mesure utilisée : La moyenne correspond à la note moyenne attribuée par tous les répondants sur une échelle de 10 points.



[1] Programmation et contenu offerts par un ou l'autre des services de Radio-Canada : Télévision de Radio-Canada, RDI, ARTV, Première Chaîne, Espace musique, Radio-canada.ca et Tou.tv.

Source : Sondage téléphonique réalisé par TNS Canadian Facts (1200 francophones par sondage).

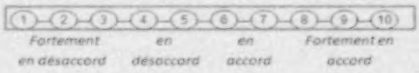
Les sondages téléphoniques sont menés en novembre et mars de chaque année.

Si les francophones continuent de réagir positivement aux initiatives annoncées ou mises en œuvre par les Services français depuis le lancement de la Stratégie 2015, tous les indicateurs de la Stratégie 2015, mesurant la qualité, l'aspect original et novateur de la programmation, ainsi que sa capacité de refléter et de rassembler les Canadiens, ont diminué en novembre 2012 comparativement à novembre 2011.

La programmation offerte par les Services français a obtenu sa note la plus élevée pour sa « grande qualité » (8,2), alors que sa plus faible note a été attribuée à l'indicateur « est le reflet de ma région » (6,7).

Rapport sur les Services anglais

Comment les Services anglais remplissent-ils leur mandat conformément à la *Loi*?

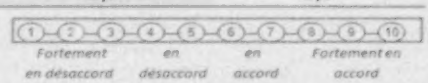
La programmation de CBC Radio et de la CBC Televison est...	Novembre 2012 Moyenne (/10)	Novembre 2011 Moyenne (/10)
informative	7,8	8,0
éclairante	7,4	7,5
divertissante	7,2	7,4
disponible sur les nouvelles plateformes	8,3	8,2
Définition de la mesure utilisée : La moyenne correspond à la note moyenne attribuée par tous les répondants sur une échelle de 10 points.		

Source : Sondage téléphonique réalisé par TNS Canadian Facts (1200 anglophones par sondage).

Les sondages téléphoniques sont menés en novembre et mars de chaque année.

En ce qui concerne la programmation de radio et de télévision des Services anglais, les résultats du sondage de novembre 2012 sont stables par rapport à ceux de novembre 2011. Les anglophones continuent de percevoir que les Services anglais de CBC/Radio-Canada remplissent leur mandat conformément à la *Loi sur la radiodiffusion* de 1991. Les scores les plus élevés sont attribués à la « disponibilité du contenu sur les nouvelles plateformes » (8,3) et à son caractère « informatif » (7,8).

Dans quelle mesure la programmation des Services anglais cadre-t-elle avec les principes directeurs de la Stratégie 2015?

La programmation[1] offerte par les services de CBC...	Novembre 2012 Moyenne (/10)	Novembre 2011 Moyenne (/10)
est de haute qualité	8,2	8,1
est différente de celle de nos compétiteurs	7,4	7,5
reflète les régions du Canada	8,0	8,1
reflète ma région	6,4	6,4
reflète la diversité	7,6	7,8
reflète ma culture	6,7	6,9
Définition de la mesure utilisée : La moyenne correspond à la note moyenne attribuée par tous les répondants sur une échelle de 10 points.		

[1] Programmation et contenu offerts par un ou l'autre des services de Radio-Canada : CBC Television, CBC News Network, ***bold***, documentary, CBC Radio 1, CBC Radio 2 et cbc.ca.

Source : Sondage téléphonique réalisé par TNS Canadian Facts (1200 anglophones par sondage).

Les sondages téléphoniques sont menés en novembre et mars de chaque année.

La mise en œuvre de la Stratégie 2015 continue d'être perçue positivement par les anglophones, les scores obtenus à ce chapitre en novembre 2011 se maintenant en novembre 2012.

Attentes et résultats en matière de contenu canadien

Le CRTC établit les attentes en matière de contenu canadien pour la télévision en général, et fixe les attentes en matière de service pour la Télévision de Radio-Canada et CBC Television. Pour la journée de radiodiffusion, au moins 75 pour cent du contenu diffusé doit être canadien. Durant les heures de grande écoute, un minimum de 80 pour cent de contenu canadien doit être diffusé. Ces deux mesures sont des moyennes calculées sur toute l'année de radiodiffusion, soit du 1er septembre au 31 août suivant. Le tableau ci-dessous donne les résultats des deux dernières années de radiodiffusion. Au cours de chacune de ces années, la Télévision de Radio-Canada et CBC Television ont dépassé les attentes du CRTC en matière de contenu canadien, que ce soit pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion ou aux heures de grande écoute. L'un des principaux objectifs de notre plan quinquennal, la Stratégie 2015, est justement d'accroître l'offre de programmation canadienne.

Contenu canadien	Attentes annuelles- réglementation	Résultats 1er septembre 2011 au 31 août 2012	Résultats 1er septembre 2010 au 31 août 2011
Télévision de Radio-Canada			
Journée de radiodiffusion (lundi-dimanche, 6 h-minuit)	75 %	86 %	86 %
Heures de grande écoute (lundi-dimanche, 19 h- 23 h)	80 %	93 %	93 %
CBC Television			
Journée de radiodiffusion (lundi-dimanche, 6 h-minuit)	75 %	85 %	84 %
Heures de grande écoute (lundi-dimanche, 19 h- 23 h)	80 %	81 %	82 %

1.2 Indicateurs opérationnels

Outre le suivi du rendement global à l'égard de l'application de la Stratégie 2015 (voir le point 1.1 ci-dessus), nous avons mis au point des IRC propres aux Services anglais et aux Services français.

Ces indicateurs se rapportent directement à nos priorités stratégiques et sont formulés chaque année dans les plans de gestion des composantes médias. Les cibles des IRC tiennent compte d'un certain nombre de facteurs, notamment des offres de programmation particulières, des sources de financement, des tendances dans l'industrie de la radiodiffusion, des habitudes comportementales des consommateurs et des rendements précédents. Par conséquent, certaines de nos cibles pour 2012-2013 sont plus basses que les résultats obtenus pour l'exercice précédent, tandis que d'autres sont plus hautes, et ce, de manière à prendre en considération l'impact prévu des changements apportés à la programmation en raison des initiatives de la Stratégie 2015, de la réduction du financement gouvernemental, de l'élimination progressive du FAPL et des autres contraintes financières.

Notre rapport pour le troisième trimestre contient une liste complète d'IRC combinant les indicateurs applicables à l'ensemble de l'exercice (comme ceux présentés dans les rapports trimestriels précédents de 2012-2013) ainsi que ceux pour les périodes de moins de 12 mois (présentés ci-dessous pour la première fois pour cet exercice).

Services anglais

CBC Radio a affiché des cotes d'écoute exceptionnelles, avec une part de marché de 15,3 pour cent. Radio One a obtenu la plus forte part d'auditoire de son histoire pour la période d'automne, tandis que Radio 2 a récolté sa part la plus élevée pour la période d'automne depuis le changement de sa programmation en 2008.

Les niveaux d'abonnement à CBC News Network, à **bold** et à *documentary* sont stables et atteignent les cibles, ou presque.

La part d'auditoire de CBC News Network se rapproche de la cible alors qu'une nouvelle programmation aux heures de grande écoute a été mise en ondes, à la fin du deuxième trimestre.

La programmation de CBC Television a été réduite en raison des baisses de financement annoncées dans le budget fédéral de 2012, de l'absence de hockey professionnel résultant du conflit de travail dans la LNH et de l'élimination progressive des contributions du FAPL. L'impact sur notre programmation et sur nos revenus a été significatif, tant pour nos plateformes traditionnelles que numériques. La part d'auditoire de CBC Television a été en recul par rapport aux résultats de l'exercice précédent et devrait être inférieure aux cibles. Durant la saison d'hiver toutefois, on assiste normalement à une remontée des résultats d'écoute qui a pour effet de redresser cet indicateur à la fin de la saison régulière. En outre, nous prévoyons enregistrer des revenus inférieurs aux cibles pour l'ensemble de l'exercice.

La moyenne mensuelle de visiteurs uniques sur CBC.ca indique aussi une tendance inférieure aux cibles, attribuable en grande partie à un mauvais rendement au premier trimestre, comparativement à la même période en 2011, alors que les élections fédérales et la participation des Canucks de Vancouver à la finale de la Coupe Stanley avaient généré de très bons résultats. En revanche, au troisième trimestre, la moyenne mensuelle de visiteurs uniques était en hausse de 14 pour cent par rapport à l'année précédente. Si ce rendement solide se poursuit, les résultats pour cet indicateur devraient s'améliorer d'ici la fin de l'exercice.

		Cibles annuelles 2012-2013	Résultats à ce jour	Résultats annuels 2011-2012
Réseaux de radio				
CBC Radio One et CBC Radio 2	Part d'auditoire pour la journée complète[1]	14,3 %	15,3 %	14,7 %
Télévision				
CBC Television	Part d'auditoire aux heures de grande écoute saison régulière[3]	8,1 %	5,3 %	8,6 %
CBC News Network	Part d'auditoire pour la journée complète avril à mars[3]	1,4 %	1,4 %	1,4 %[5]
Service régional				
Émissions du matin de CBC Radio One	Nombre d'heures moyen par semaine (lundi-vendredi) saison régulière[3]	6,0 millions	5,6 millions	6,0 millions
Émissions de nouvelles de début/ fin de soirée	Nombre d'heures moyen par semaine (lundi-vendredi) saison régulière[3]	3,5 millions	3,6 millions	3,3 millions
Pages web régionales	Visiteurs uniques par mois en moyenne avril à mars[2]	0,975 million	0,91 million	0,94 million[5]
Nouvelles platformes				
CBC.ca	Visiteurs uniques par mois en moyenne avril à mars[2]	6,5 millions	6,1 millions	6,2 millions[5]
Chaînes de télévision spécialisées				
CBC News Network	Abonnés	11,4 millions	11,4 millions	11,3 millions
bold	Abonnés	2,7 millions	2,6 millions	2,6 millions
documentary	Abonnés	2,6 millions	2,7 millions	2,6 millions
Revenus[4]				
Services généralistes, spécialisés et en ligne		399 millions $	258 millions $	399 millions $[6]

1. Source : BBM Canada, sondage d'automne (cahiers d'écoute), personnes âgées de 12 ans et plus.

2. Source : comScore, personnes âgées de 2 ans et plus.

3. Source : BBM Canada, audimètres portables (PPM), personnes âgées de 2 ans et plus.

4. Les revenus de la chaîne documentary sont intégrés à 100 pour cent, même si CBC/ Radio-Canada ne détient qu'une part de 82 pour cent dans la chaîne. Les revenus comprennent les crédits du FAPL, un fonds mandaté par le CRTC pour soutenir la programmation locale. Ce fonds est accessible aux stations de télévision généraliste présentes dans les marchés non métropolitains.

5. Pour 2011-2012, les résultats sont fondés sur la saison régulière (de septembre à mars) alors que pour 2012-2013, ils sont fondés sur l'exercice financier (d'avril à mars).

6. Les chiffres de 2011-2012 ne comprennent pas les revenus tirés du marchandisage et des droits de diffusion, qui sont cependant inclus dans les cibles de 2012-2013

Services français

La force de l'offre radio-canadienne multiplateforme a un effet positif sur un certain nombre de nos indicateurs.

Le nombre plus élevé d'événements ayant marqué l'actualité régionale, nationale et internationale en 2012 a eu un impact considérable sur les résultats de nos plateformes d'information et d'actualités. Cela a eu un effet positif sur un certain nombre d'indicateurs, notamment sur les chaînes spécialisées, les pages web et les sites web régionaux. Actuellement, nous estimons que les sites web de Radio-Canada atteindront leurs cibles d'ici la fin de l'exercice. On prévoit qu'il en sera de même pour les chaînes spécialisées et les pages web régionales, dont les résultats pourraient être supérieurs aux cibles annuelles pour 2012-2013.

La Première Chaîne et Espace musique ont dépassé leurs cibles de part d'auditoire, en grande partie grâce aux succès de leur programmation dans plusieurs créneaux horaires et à leur solide rendement face à des concurrents en pleine réorganisation dans plusieurs marchés. À la Première Chaîne, le succès remporté, par exemple, par la nouvelle émission de mi-journée, *Pas de midi sans info*, peut s'expliquer en partie par l'intérêt soutenu qu'a manifesté l'auditoire pour les nouvelles et l'actualité tout au long de l'exercice.

La Télévision de Radio-Canada dépasse sa cible de part d'auditoire grâce aux solides résultats de sa grille d'automne qui incluait *Unité 9*, un immense succès dès la première saison.

Depuis le début de l'exercice, les résultats au chapitre des revenus autogénérés indiquent une tendance conforme aux cibles.

		Cibles annuelles 2012-2013	Résultats à ce jour	Résultats annuels 2011-2012
Réseaux de radio				
Première Chaîne et Espace musique	Part d'auditoire pour la journée complète[1]	16,0 %	18,5 %	17,8 %
Télévision				
Télévision de Radio-Canada	Part d'auditoire aux heures de grande écoute saison automne/ hiver[4]	18,2 %	19,8 %[5]	18,7 %
RDI, ARTV, Explora	Part d'auditoire pour la journée complète avril à mars[4]	4,7 %	5,3 %[5]	4,6 %[3]
Service régional				
Première Chaîne	Part d'auditoire des émissions du matin (lundi-vendredi de 6 h à 9 h)[1]	16,0 %	17,7 %	17,0 %
Téléjournal 18h	Téléspectateurs par minute en moyenne hebdomadaire (lundi-vendredi de 18 h à 18 h 30) saison automne/ hiver[4]	0,290 million	0,324 million[5]	0,291 million
Pages web régionales	Visiteurs uniques par mois en moyenne avril à mars[2]	0,497 million	0,631 million	0,476 million[3]
Sites web				
Radio-Canada.ca, Tou.tv, Bandeapart.fm, RCI.net, Espace.mu	Visiteurs uniques par mois en moyenne avril à mars[2]	2,1 millions	2,2 millions	2,1 millions[3]
Chaînes de télévision spécialisées				
RDI	Abonnés	11,2 millions[6]	11,2 millions[6]	11,1 millions[6]
ARTV	Abonnés	2,1 millions	2,1 millions	2,1 millions
Revenus[7]				
Services généralistes, spécialisés et en ligne		253,5 millions $	187,3 millions $	228,6 millions $[8]

1. Source : BBM Canada, sondage d'automne (cahiers d'écoute), personnes âgées de 12 ans et plus.

2. Source : comScore, personnes âgées de 2 ans et plus.

3. Pour 2011-2012, les cibles et résultats des chaînes spécialisées et des sites web de Radio-Canada ont été calculés de septembre à mars, alors que pour 2012-2013, ils ont été calculés en fonction de l'exercice financier (d'avril à mars).

4. Source : BBM Canada, audimètres portables (PPM), personnes âgées de 2 ans et plus.

5. Au 30 décembre 2012.

6. Pendant l'exercice en cours, nous avons trouvé une erreur dans le calcul du nombre d'abonnés au RDI affectant nos cibles annuelles, résultats à ce jour et résultats annuels. Nous avons rajusté les chiffres dans le tableau ci-dessus pour refléter la méthode de calcul révisée pour l'ensemble des chiffres et périodes concernés.

7. Les revenus de la chaîne ARTV sont intégrés à 100 pour cent même si CBC/ Radio-Canada ne détient qu'une part de 85 pour cent dans la chaîne. Les revenus comprennent les crédits du FAPL, un fonds créé par le CRTC pour soutenir la programmation locale, et qui est accessible aux stations de télévision généralistes présentes dans les marchés non métropolitains.

8. Les chiffres de 2011-2012 ne comprennent pas les revenus d'ARTV ni les revenus tirés du marchandisage et des droits de diffusion, qui sont toutefois inclus dans les cibles de 2012-2013.

2. Capacité de produire des résultats

Notre capacité à réaliser notre stratégie et à atteindre les résultats escomptés est tributaire de nos employés ainsi que d'autres ressources d'importance qui sont décrites plus loin.

2.1 Personnes et leadership

Nos employés demeurent un élément clé de notre succès. Nous devons continuer de les mobiliser, d'encourager leur développement professionnel et de mettre en œuvre des initiatives visant à promouvoir un milieu de travail sain. Voici un aperçu des activités qui ont eu lieu durant le trimestre :

Dialogue, poursuivre la conversation

À l'automne 2010, nous avons lancé le programme *Dialogue* en effectuant d'abord un sondage auprès des employés à l'échelle nationale afin d'évaluer leur mobilisation et de réaliser des changements organisationnels. Depuis, nous avons mené diverses activités à tous les niveaux de l'organisation pour faire de CBC/Radio-Canada un lieu de travail encore meilleur que ce qu'il est déjà.

En novembre, nous avons procédé à un sondage de suivi pour évaluer les progrès accomplis, particulièrement à l'égard des deux priorités organisationnelles qui s'étaient dégagées du premier sondage : la reconnaissance et le développement. Plus de 60 pour cent de nos employés nous ont fait part de leur opinion.

Nous avons informé nos employés des résultats du sondage en janvier 2013. Partant du principe que les personnes sont au cœur de tout ce que nous faisons, nous continuerons à trouver des façons de mobiliser nos employés et de moderniser notre environnement.

Une réussite exceptionnelle dans la promotion des langues officielles

En octobre, Bernard St-Laurent, une de nos personnalités à l'antenne, a reçu le Prix d'excellence – Promotion de la dualité linguistique. Remis chaque année par le Commissariat aux langues officielles, ce prix prestigieux a été décerné à M.St-Laurent en reconnaissance de sa carrière exceptionnelle. Depuis plus de 14 ans, l'émission de radio qu'il a créée - *C'est la vie* - présente la culture francophone de tout le pays et encourage les Canadiens de langue anglaise à découvrir les arts, la culture, les sports, les sciences et les affaires de la communauté francophone.

Cette reconnaissance témoigne de l'engagement de CBC/Radio-Canada à refléter la culture canadienne au-delà des exigences réglementaires et à soutenir le travail du Commissariat aux langues officielles.

Reconnaissance

Au cours de ce trimestre, Hubert T. Lacroix, président-directeur général, a lancé la période de mise en nominations aux Prix du président 2012. Ces prix sont une façon de reconnaître les contributions de nos employés, leurs réalisations, leurs qualités et leurs compétences. Les lauréats seront annoncés au printemps.

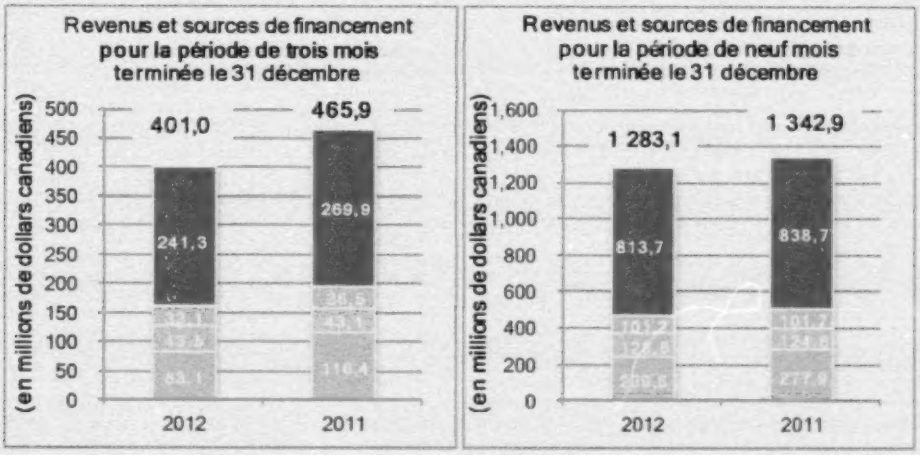
Conseil d'administration et direction

Le 13 décembre, le gouvernement du Canada a nommé M^me^ Maureen McCaw membre de notre Conseil d'administration pour un mandat de cinq ans, qui entre en vigueur immédiatement. M^me^ McCaw, originaire d'Edmonton et titulaire d'un baccalauréat en économie de l'Université de l'Alberta, a été la présidente fondatrice de Criterion Research et, tout récemment, était vice-présidente exécutive de Léger Marketing Research. Elle est membre de la Commission des valeurs mobilières de l'Alberta et siège également à de nombreux conseils d'administration d'industries et d'organismes communautaires, comme Suncor Energy, Léger Marketing et Edmonton International Airport. M^me^ McCaw remplace Edna Turpin. Nous désirons remercier M^me^ Turpin pour son dévouement et son travail pendant qu'elle siégeait au Conseil d'administration de CBC/Radio-Canada.

M^me^ Esther Enkin, ancienne rédactrice en chef de CBC News, est le nouvel ombudsman des Services anglais depuis le 1^er^ janvier 2013. M^me^ Enkin a été nommée à l'unanimité par un comité de sélection composé d'experts de l'interne et de l'externe. Elle succède à M. Kirk LaPointe, qui agira comme conseiller spécial pendant la période de transition.

2.2 Capacité des ressources

Nous disposons de quatre sources de financement direct : le financement public pour les activités opérationnelles et les immobilisations, les revenus publicitaires, les revenus des services spécialisés et les revenus financiers et autres revenus.



La section 3, Résultats et perspectives, renferme une analyse des écarts pour le trimestre et depuis le début de l'exercice.

Financement public

Pour le troisième trimestre de 2012-2013, le financement public a représenté environ 60 pour cent du total des revenus et des sources de financement. Cela comprenait 28,8 millions de dollars attribuables à l'amortissement du financement des immobilisations différé.

Le gouvernement fédéral a annoncé des réductions de financement dans le budget fédéral de 2012. Les réductions visant CBC/Radio-Canada s'élèvent à 115 millions de dollars jusqu'en 2014-2015. Elles comprennent, sur le cours de cette période, la disparition du financement ponctuel de 60 millions de dollars que la Société recevait depuis 2001. D'ici la fin de l'exercice en cours, le crédit parlementaire pour les activités opérationnelles constaté en résultat devrait atteindre 999,5 millions de dollars, soit une réduction de 27,8 millions de dollars de la somme reçue par CBC/Radio-Canada pour 2012-2013. Cette réduction atteindra 69,6 millions de dollars en 2013-2014 pour totaliser 115,0 millions de dollars en 2014-2015.

Revenus publicitaires

Nous tirons des revenus de la vente de publicité sur nos chaînes de télévision généraliste et sur d'autres plateformes. Au cours du troisième trimestre de 2012-2013, ces revenus ont représenté environ 21 pour cent du total des revenus et des sources de financement.

Les revenus publicitaires constatés au troisième trimestre sont normalement plus élevés que ceux du deuxième trimestre du fait du caractère saisonnier de la grille de radiodiffusion.

Revenus des services spécialisés

Les revenus des services spécialisés, qui comprennent les revenus d'abonnement et les revenus publicitaires des chaînes CBC News Network, **bold**, *documentary*, Explora, ARTV et le RDI, ont constitué environ 11 pour cent du total des revenus et des sources de financement pour le troisième trimestre de 2012-2013.

Revenus financiers et autres revenus

Les revenus financiers et les autres revenus, notamment les contributions provenant du FAPL, du Fonds des médias du Canada (FMC) et d'autres activités comme la vente d'émissions, les activités de marchandisage, la location de cars de reportage à des tiers, la location d'actifs immobiliers et la location d'espaces aux sites d'émetteurs de la Société, ont compté pour environ 8 pour cent du total des revenus et des sources de financement au cours du troisième trimestre. De cette somme, les contributions provenant du FAPL se sont élevées à 7,5 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2012-2013. Il s'agit d'une baisse de 2,1 millions de dollars par rapport au même trimestre de l'an dernier, reflétant ainsi une diminution du taux de contribution au FAPL. Le Fonds sera complètement supprimé le 31 août 2014.

Capacité d'emprunt

L'article 46.1 de la *Loi sur la radiodiffusion* accorde à CBC/Radio-Canada le pouvoir de contracter des emprunts jusqu'au montant autorisé par le Parlement, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances. Le paragraphe 54(3.1) de la *Loi* stipule que notre capacité d'emprunt doit être incluse dans notre Plan d'entreprise pour être approuvée par le ministre des Finances.

En décembre 2012, le Ministre a donné son accord de principe à des emprunts d'un montant total de 25 millions de dollars pour l'exercice 2012-2013. Les lignes directrices établies par le ministère des Finances limitent nos activités d'emprunt à des initiatives à court terme, avec une période de récupération rapide. Les emprunts visant à financer le fonds de roulement sont interdits.

En vertu du paragraphe 47(1) de la *Loi sur la radiodiffusion*, nous avons qualité de mandataire de Sa Majesté et, de ce fait, jouissons des mêmes immunités, privilèges et prérogatives constitutionnels que Sa Majesté. Sa Majesté, ou l'État, est aussi entièrement responsable de toutes nos actions et décisions lorsque nous exécutons notre mandat, et elle en assume tous les risques financiers. En d'autres mots, nos actifs et nos passifs sont les actifs et les passifs de l'État.

3. Résultats et perspectives

3.1 Résultats

Sommaire – Résultat net

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 31 décembre			Période de neuf mois terminée le 31 décembre		
	2012	**2011**	**Écart en %**	**2012**	**2011**	**Écart en %**
Revenus	159 679	195 967	(18,5)	469 354	504 188	(6,9)
Charges	(411 651)	(467 535)	12,0	(1 297 914)	(1 328 723)	2,3
Financement public	241 285	269 855	(10,6)	813 710	838 745	(3,0)
hors activités opérationnelles	**(10 687)**	**(1 713)**	**(523,9)**	**(14 850)**	**14 210**	**(204,5)**
Éléments hors activités opérationnelles						
Gain sur dilution provenant d'une fusion	-	-	N/A	-	25 775	N/S
Dividendes provenant d'une fusion	-	-	N/A	-	5 094	N/S
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	18 491	9 563	93,4	17 367	8 119	113,9
Gain sur la vente de bons de souscription	863	-	N/A	863	-	N/A
Éléments hors activités opérationnelles	**19 354**	**9 563**	**102,4**	**18 230**	**38 988**	**(53,2)**
Résultat net de la période	**8 667**	**7 850**	**10,4**	**3 380**	**53 198**	**(93,6)**

N/A = Non applicable
N/S = Non signicatif

Le résultat net avant éléments hors activités opérationnelles pour le troisième trimestre de 2012-2013 correspond à une perte de 10,7 millions de dollars, qui dépasse de 9,0 millions de dollars la perte opérationnelle subie dans le même trimestre de l'exercice précédent. Le recul de 36,3 millions de dollars (18,5 pour cent) des revenus témoigne principalement de l'impact sur les revenus publicitaires des réductions effectuées dans la programmation par suite des compressions budgétaires fédérales ainsi que de l'absence du hockey professionnel en direct à l'émission *HNIC*. La diminution des contributions obtenues du FAPL a également été un facteur dans ce recul, qui a été plus que contrebalancée par la baisse de 55,9 millions de dollars (12,0 pour cent) des dépenses. Cependant, la baisse de 28,6 millions de dollars (10,6 pour cent) du financement public comptabilisé en résultat a entraîné un déficit opérationnel, conformément aux résultats attendus, qui est largement compensé par les revenus hors activités opérationnelles tirés de la vente de deux sites d'émetteurs.

Depuis le début de l'exercice, le résultat net avant éléments hors activités opérationnelles affiche un solde négatif de 14,9 millions de dollars, contre un solde positif de 14,2 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2011-2012. Ces chiffres intègrent les conséquences financières de certaines mesures de restructuration ponctuelles que nous prenons pour composer avec les pressions financières des trois prochaines années. Les pages qui suivent renferment des renseignements et des explications en détail sur le résultat net pour le trimestre et l'exercice à ce jour.

Revenus

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 31 décembre			Période de neuf mois terminée le 31 décembre		
	2012	**2011**	**Écart en %**	**2012**	**2011**	**Écart en %**
Revenus publicitaires						
Services anglais	42 492	76 886	(44,7)	144 638	186 983	(22,6)
Services français	40 583	39 530	2,7	94 930	90 875	4,5
	83 075	116 416	(28,6)	239 568	277 858	(13,8)
Services spécialisés						
CBC News Network	22 061	21980	0,4	65001	62 901	3,3
RDI	13 837	14 073	(1,7)	41789	41099	1,7
bold	1018	1062	(4,1)	3 088	3 033	1,8
Explora	566	-	N/A	1207	-	N/A
documentary	1635	1369	19,4	4 622	4 153	11,3
ARTV	4 339	4 597	(5,6)	12 936	13 437	(3,7)
	43 456	43 081	0,9	128 643	124 623	3,2
Revenus financiers et autres revenus						
Services anglais	11860	14 863	(20,2)	39 479	40 184	(1,8)
Services français	12 073	12 709	(5,0)	34 220	31149	9,9
Services institutionnels	9 215	8 898	3,6	27444	30 374	(9,6)
	33 148	36 470	(9,1)	101143	101707	(0,6)
TOTAL	**159 679**	**195 967**	**(18,5)**	**469 354**	**504 188**	**(6,9)**

N/A = Non applicable

Les paragraphes qui suivent expliquent la baisse des revenus de 36,3 millions de dollars (18,5 pour cent) et de 34,8 millions de dollars (6,9 pour cent) pour le trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice respectivement, comparativement aux mêmes périodes en 2011-2012.

Revenus publicitaires

Au troisième trimestre, les revenus publicitaires ont enregistré une baisse de 33,3 millions de dollars (28,6 pour cent) par rapport à ceux du trimestre correspondant en 2011-2012. Les Services anglais ont vu leurs revenus publicitaires diminuer de 34,4 millions de dollars (44,7 pour cent), principalement parce que les ventes publicitaires des services généralistes et numériques ont subi le contrecoup des réductions dans la programmation – une conséquence des compressions décrétées dans le budget fédéral – et de l'absence du hockey professionnel en direct à l'émission *HNIC* à cause du lock-out dans la LNH, de même que de la diminution du financement obtenu du FAPL. Du côté des Services français, les revenus publicitaires ont crû de 1,1 million de dollars (2,7 pour cent), à cause du succès remporté par les nouvelles plateformes, le web et les services de mobilité, de même que de la progression des revenus publicitaires de la télévision généraliste.

Depuis le début de l'exercice, les revenus publicitaires ont diminué de 38,3 millions de dollars (13,8 pour cent) par rapport à ceux des neuf premiers mois de 2011-2012. La baisse de 42,3 millions de dollars (22,6 pour cent) enregistrée par les Services anglais est principalement attribuable à l'effet sur la publicité des réductions effectuées dans la programmation par suite des compressions budgétaires fédérales, à l'absence du hockey professionnel de la LNH au troisième trimestre et à la diminution du financement du FAPL. En 2011-2012, les auditoires et les revenus pendant les éliminatoires de la LNH avaient connu une augmentation particulièrement forte grâce à la présence d'une équipe canadienne, les Canucks de Vancouver, dans la finale de la Coupe Stanley. L'événement a également joué dans la diminution des revenus d'une année à l'autre. Tout comme pour le trimestre, les revenus publicitaires des Services français depuis le début de l'exercice sont supérieurs de 4,1 millions de dollars (4,5 pour cent) à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison du succès remporté par les nouvelles plateformes et de la croissance des revenus publicitaires de la télévision généraliste.

Services spécialisés

Les revenus tirés des services spécialisés, qui comprennent les revenus publicitaires et les revenus d'abonnement, sont restés stables au troisième trimestre de 2012-2013, et ont augmenté de 4,0 millions de dollars (3,2 pour cent) dans les neuf premiers mois de 2012-2013, comparativement aux mêmes périodes l'an dernier.

Depuis le début de l'exercice, l'augmentation de 4,0 millions de dollars est en grande partie le fait de CBC News Network. Les revenus de la chaîne ont progressé de 2,1 millions de dollars (3,3 pour cent) par rapport à ceux de l'exercice précédent, ce qui s'explique par une hausse des tarifs de publicité et un accroissement du nombre d'abonnés. CBC News Network est largement distribuée sur le territoire canadien; elle rejoint aujourd'hui 11,4 millions de ménages abonnés à un service de distribution par câble ou par satellite (contre 11,3 millions de ménages en décembre 2011). Explora, qui a été lancée le 28 mars 2012 et est maintenant regardée dans 210 000 foyers, a aussi concouru à l'augmentation des revenus des services spécialisés. Au troisième trimestre, la nouvelle chaîne a généré des revenus de publicité et d'abonnement à hauteur de 0,6 million de dollars, ce qui porte ses revenus depuis le début de l'exercice à 1,2 million de dollars.

Revenus financiers et autres revenus

Dans le trimestre, les revenus financiers et autres revenus ont diminué de 3,3 millions de dollars (9,1 pour cent) par rapport à la même période l'an dernier. Cette diminution a surtout été le fait d'une réduction de 2,1 millions de dollars dans les revenus provenant du FAPL comptabilisés au trimestre terminé le 31 décembre 2012, comparativement à ceux du même trimestre de 2011-2012. Le taux de contribution des entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR) au FAPL a été ramené à 1 pour cent de leurs revenus le 1er septembre 2012. Les autres revenus des Services anglais sont en baisse parce que ceux-ci n'ont pu récupérer une tranche des coûts de production d'émissions sportives aussi importante que précédemment et que les revenus autres que publicitaires issus des ententes génératrices avec la LNH étaient moins élevés.

Depuis le début de l'exercice, les revenus financiers et autres revenus ont diminué de 0,6 million de dollars (0,6 pour cent) par rapport à ceux des neuf premiers mois de 2011-2012. Le principal facteur à l'origine de cette diminution est la baisse de 2,1 millions de dollars des revenus tirés du FAPL par les Services anglais et les Services français, en partie compensée par les revenus de location d'installations et de production commerciale des Services français. Le financement du FAPL continuera d'être éliminé progressivement au cours des deux prochaines années de radiodiffusion, jusqu'à son épuisement le 31 août 2014. La contribution annuelle de 47,1 millions du fonds a permis d'améliorer les services de télévision dans 20 petits marchés.

Dépenses opérationnelles

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 31 décembre			Période de neuf mois terminée le 31 décembre		
	2012	**2011**	**Écart en %**	**2012**	**2011**	**Écart en %**
Télévision, radio et nouveaux médias						
Services anglais	186 360	230 732	(19,2)	616 061	661 844	(6,9)
Services français	167 396	171 755	(2,5)	467 363	474 568	(1,5)
	353 756	402 487	(12,1)	1083 424	1 136 412	(4,7)
Services spécialisés						
CBC News Network	15 678	16 671	(6,0)	47 160	48 796	(3,4)
RDI	10 001	10 117	(1,1)	30 318	31828	(4,7)
bold	508	675	(24,7)	1960	3 329	(41,1)
Explora	857	-	N/A	2 807	-	N/A
documentary	749	886	(15,5)	2 602	2 698	(3,6)
ARTV	3 525	3 395	3,8	10 513	10 476	0,4
	31318	31744	(1,3)	96 260	96 957	(1,8)
Transmission, distribution et collecte	16 107	20 959	(23,1)	86 702	60 130	44,2
Administration nationale	2 552	2 656	(3,9)	7 773	8 255	(5,8)
Paiements aux stations privées	625	832	(24,9)	1897	2 131	(11,0)
Charges financières	7 903	8 435	(6,3)	23 856	25 146	(5,1)
Gain de l'entreprise associée	(612)	422	(245,0)	(998)	(308)	(224,0)
TOTAL	**411 651**	**467 535**	**(12,0)**	**1 297 914**	**1 328 723**	**(2,3)**

N/A = Non applicable

Les paragraphes qui suivent expliquent la baisse de 55,9 millions de dollars (12,0 pour cent) et de 30,8 millions de dollars (2,3 pour cent) pour le trimestre et depuis le début de l'exercice, par rapport aux périodes correspondantes de l'an dernier.

Services de télévision, de radio et de nouveaux médias

Au troisième trimestre, les dépenses des Services anglais, évaluées à 186,4 millions de dollars, ont été inférieures de 44,4 millions de dollars (19,2 pour cent) à celles de la même période de l'exercice 2011-2012. Ce recul est attribuable à des initiatives de réduction qui ont touché la programmation et l'exploitation dans la foulée des récentes compressions budgétaires du gouvernement fédéral, à une diminution des contributions du FAPL et à d'autres pressions financières. Entre autres choses, les contrats associés aux émissions *Wheel of Fortune* et *Jeopardy!* n'ont pas été renouvelés en septembre 2012. La baisse des dépenses au titre des droits de diffusion d'événements sportifs ce trimestre consécutivement au lock-out de la LNH a aussi été un facteur.

Au troisième trimestre, les dépenses des Services français, évaluées à 167,4 millions de dollars, ont été inférieures de 4,4 millions de dollars (2,5 pour cent) à celles de la même période de l'exercice 2011-2012. Cet écart est surtout attribuable à une diminution des coûts de la programmation télévisuelle et radiophonique par suite des récentes compressions budgétaires et d'autres pressions financières.

Depuis le début de l'exercice, les dépenses des Services anglais ont diminué de 45,8 millions de dollars (6,9 pour cent) comparativement aux neuf premiers mois de 2011-2012. Comme il a été expliqué ci-dessus, les initiatives de réduction touchant la programmation et l'exploitation, concurremment avec une diminution des dépenses attribuable au lock-out de la LNH, sont en majeure partie responsables de cette diminution. Les coûts de transmission et de distribution ont aussi fléchi grâce à la mise en place du Réseau convergent de nouvelle génération, qui sert à fournir certains signaux. En outre, du fait de la réalisation d'émissions et de projets spéciaux au cours des neuf premiers mois de 2011-2012, les dépenses engagées depuis le début de l'exercice en cours sont relativement plus basses. Toutefois, cette baisse a été compensée partiellement par un investissement dans les régions conformément à la Stratégie 2015 et par les coûts de restructuration découlant des récentes réductions budgétaires et d'autres pressions financières.

Depuis le début de l'exercice, les dépenses des Services français ont diminué de 7,2 millions de dollars (1,5 pour cent) par rapport aux neuf premiers mois de 2011-2012. Outre la réduction des coûts de la programmation télévisuelle et radiophonique indiquée plus haut, cette diminution découle de la transformation de Radio Canada International (RCI) en un service web et de la mise en œuvre du Réseau convergent de nouvelle génération. Une hausse des coûts occasionnés par la location de nos installations de production a contrebalancé une partie de cette diminution.

Services spécialisés

Au troisième trimestre, les dépenses des services spécialisés, évaluées à 31,3 millions de dollars, ont été inférieures de 0,4 million de dollars (1,3 pour cent) à celles du même trimestre de 2011-2012. La variation découle principalement des éléments suivants :

- une diminution de 1,0 million de dollars (6,0 pour cent) des dépenses de CBC News Network en raison des réductions budgétaires et d'une diminution des coûts liés à la collecte de nouvelles; et
- le lancement d'un nouveau service spécialisé, Explora, le 28 mars 2012.

Outre ce qui précède, la diminution, depuis le début de l'exercice, de 1,7 million de dollars (1,8 pour cent) des dépenses des services spécialisés est en partie attribuable au RDI, dont les dépenses ont baissé de 1,5 million de dollars (4,7 pour cent) sous l'effet d'une réduction des coûts de programmation. En ce qui concerne la chaîne **bold**, une réduction des acquisitions d'émissions et une diminution de l'amortissement des émissions en raison de la vente prévue de la chaîne sont à l'origine de la diminution de 1,3 million de dollars (41,1 pour cent).

Autres dépenses opérationnelles

Au troisième trimestre, la baisse de 4,9 millions de dollars (23,1 pour cent) des dépenses au titre des activités de transmission, de distribution et de collecte est principalement le fait d'une réduction des coûts d'exploitation liée à l'entrée en service du Réseau convergent de nouvelle génération et à la fermeture de nos sites de transmission analogique. Depuis le début de l'exercice, la hausse de 26,6 millions de dollars

(44,2 pour cent) des dépenses au titre de ces activités résulte de l'arrêt de la transmission sur ondes courtes de la programmation de RCI et de l'accélération de la mise hors service des derniers émetteurs de télévision analogique. Tout cela a entraîné la comptabilisation de charges ponctuelles de dotation aux amortissements, une perte de valeur et des coûts de mise hors service, compensés en partie par les économies réalisées par la cessation de ces activités.

La baisse des charges financières d'un exercice à l'autre traduit la diminution des intérêts payés sur les contrats de location-financement, principalement celui du Centre canadien de radiodiffusion à Toronto.

Financement public

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 31 décembre			Période de neuf mois terminée le 31 décembre		
	2012	2011	Écart en %	2012	2011	Écart en %
Crédit parlementaire pour les activités opérationnelles	211 810	236 182	(10,3)	690 242	738 615	(6,5)
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement	666	1000	(33,4)	2 666	2 999	(11,1)
Amortissement du financement des immobilisations différé	28 809	32 673	(11,8)	120 802	97 131	24,4
TOTAL	**241 285**	**269 855**	**(10,6)**	**813 710**	**838 745**	**(3,0)**

Le crédit parlementaire pour les activités opérationnelles a diminué de 24,4 millions de dollars (10,3 pour cent) au troisième trimestre de 2012-2013 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, la diminution s'élève à 48,4 millions de dollars (6,5 pour cent). Les crédits parlementaires sont comptabilisés en fonction des besoins prévus, compte tenu des revenus et des dépenses budgétés pour la période.

D'ici la fin de l'exercice 2013, le crédit parlementaire pour les activités opérationnelles comptabilisé comme revenu devrait s'élever à 999,5 millions de dollars, en baisse de 27,8 millions de dollars par rapport à 2011-2012.

Le financement des immobilisations reçu est comptabilisé comme financement des immobilisations différé. Il est amorti et comptabilisé comme revenu sur les mêmes périodes que celles où les immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées dans le cadre des activités de CBC/Radio-Canada. La diminution de 3,9 millions de dollars (11,8 pour cent) au troisième trimestre est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement parce que les actifs de télévision analogique sont complètement amortis. Depuis le début de l'exercice, l'accroissement de 23,7 millions de dollars (24,4 pour cent) a résulté surtout de l'accélération de l'amortissement de nos derniers actifs de télévision analogique en raison de leur mise hors service planifiée d'ici le 31 juillet 2012.

Éléments hors activités opérationnelles

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 31 décembre			Période de neuf mois terminée le 31 décembre		
	2012	**2011**	**Écart en %**	**2012**	**2011**	**Écart en %**
Gain sur dilution provenant d'une fusion	-	-	N/A	-	25 775	N/S
Dividendes provenant d'une fusion	-	-	N/A	-	5 094	N/S
Gain nette sur la cession d'immobilisations corporelles	18 491	9 563	93,4	17 367	8 119	113,9
Gain sur la vente de bons de souscription	863	-	N/A	863	-	N/A
Éléments hors activités opérationnelles	**19 354**	**9 563**	**102,4**	**18 230**	**38 988**	**(53,2)**

N/A = Non applicable
N/S = Non signicatif

Un gain de 18,5 millions de dollars sur la sortie d'immobilisations corporelles au troisième trimestre provient essentiellement de la vente de sites de transmission à Calgary et à Edmonton, qui servaient auparavant à la transmission des signaux des services de radio de langue anglaise. Dans le cadre de notre plan d'examen de nos actifs de transmission, nous avons déménagé les émetteurs radio à des emplacements moins coûteux. Nous avons également conclu ce trimestre la vente de propriétés situées à Corner Brook (Terre-Neuve) et à Sydney (Nouvelle-Écosse) conformément à notre stratégie immobilière axée sur la réduction des coûts d'exploitation. Des pertes sur la sortie d'actifs ont été comptabilisées, puisque nous continuons de moderniser notre équipement, de sorte que le gain global accumulé depuis le début de l'exercice s'établit à 17,4 millions de dollars. En 2011-2012, le gain sur les sorties d'immobilisations était principalement constitué du produit de la vente du site de transmission AM de Brossard en octobre 2011.

Un gain de 0,9 million de dollars a également été comptabilisé ce trimestre par suite de la vente des droits rattachés à un bon de souscription d'actions ordinaires de Stingray Digital Group Inc. CBC/Radio-Canada avait obtenu ce bon de souscription dans le cours de la transaction concernant son service audio payant Galaxie conclue en 2007 avec Stingray.

En 2011-2012, les autres éléments hors activités opérationnelles étaient surtout constitués d'un gain sur dilution hors trésorerie et de dividendes reçus consécutivement à la fusion de Sirius Canada et de CSR en une nouvelle entité dans laquelle nous détenons une participation.

Total du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 31 décembre			Période de neuf mois terminée le 31 décembre		
	2012	2011	Écart en %	2012	2011	Écart en %
Résultat net de la période	**8 667**	**7 850**	**10,4**	**3 380**	**53 198**	**(93,6)**
Autres éléments du résultat global						
Gains (pertes) actuarielles liées aux régimes à prestations définies	183 509	34 697	428,9	(126 570)	(99 119)	(27,7)
Gains latents nets sur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	N/A	-	94	N/S
Reclassement au résultat des gains latents nets sur des actifs financiers disponibles à la vente suite à la transaction de fusion	-	-	N/A	-	(5 094)	N/S
Total des autres éléments du résultat global	183 509	34 697	428,9	(126 570)	(104 119)	(21,6)
Total du résultat global de la période	**192 176**	**42 547**	**351,7**	**(123 190)**	**(50 921)**	**(141,9)**

N/A = Non applicable
N/S = Non signicatif

Au troisième trimestre de 2012-2013, des gains totaux de 183,5 millions de dollars sont comptabilisés au titre des autres éléments du résultat global, contre des gains de 34,7 millions de dollars au même trimestre l'an dernier. Ces gains découlent des variations hors trésorerie de la valeur des obligations et des actifs de nos régimes de retraite. Ces valeurs fluctuent considérablement lorsque les résultats réels ou les taux d'intérêt diffèrent des hypothèses actuarielles. Les gains et les pertes actuariels sont immédiatement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global dans chaque période de présentation de l'information financière.

Les gains actuariels de 183,5 millions de dollars enregistrés ce trimestre par les régimes de retraite à prestations définies sont principalement attribuables à ce qui suit :

- une augmentation du taux d'actualisation appliqué au calcul de l'obligation au titre des régimes de retraite, lequel est passé de 3,75 pour cent à 4,00 pour cent, donnant lieu à des gains actuariels de 194,4 millions de dollars. Ces gains ont été compensés en partie par
- une perte actuarielle de 10,9 millions de dollars découlant de l'écart entre le taux de rendement réel (1,25 pour cent) des actifs des régimes et le taux de rendement attendu (1,5 pour cent).

Depuis le début de l'exercice, les pertes actuarielles, évaluées à 126,6 millions de dollars, ont aussi été attribuables à la diminution du taux d'actualisation appliqué au calcul de l'obligation au titre des régimes de retraite, et ont été compensées en partie par le dépassement du rendement attendu des actifs des régimes (rendement réel de 5,95 pour cent contre rendement attendu de 4,50 pour cent).

Au troisième trimestre de 2011-2012, les gains de 34,7 millions de dollars comptabilisés au titre des autres éléments du résultat global étaient attribuables à la diminution du taux d'actualisation appliqué au calcul de l'obligation au titre des régimes de retraite. Cela a donné lieu à des pertes actuarielles de 188,9 millions de dollars compensées par des gains actuariels de 223,6 millions de dollars découlant de l'écart favorable entre les rendements réels et attendus des actifs des régimes. Sur une base cumulative annuelle, les pertes actuarielles de 99,1 millions de dollars enregistrées en 2011-2012 ont été surtout causées par la diminution du taux d'actualisation appliqué pour calculer l'obligation au titre des régimes de retraite – une diminution principalement attribuable à des réductions du taux de rendement des obligations à long-terme du gouvernement canadien – et ont été compensées seulement en partie par le dépassement du rendement attendu des actifs des régimes.

Nous prévoyons que le climat macroéconomique continuera de se répercuter sur les taux d'actualisation et les rendements des actifs qui serviront à calculer les écarts actuariels jusqu'à la fin de 2012-2013.

D'autres renseignements sur nos régimes de retraite sont fournis à la note 11 des états financiers.

3.2 Situation financière, flux de trésorerie et liquidités

Nos principales sources de liquidités sont les crédits parlementaires qui nous sont versés pour nos activités opérationnelles, nos immobilisations, notre fonds de roulement, et les revenus tirés de nos activités commerciales, comme la publicité. À la suite des mesures annoncées par le gouvernement fédéral dans son budget de 2012, notre crédit parlementaire annuel sera amputé de 115,0 millions de dollars sur trois ans. Une première réduction de 27,8 millions de dollars est confirmée pour 2012-2013, une seconde de 69,6 millions de dollars est prévue pour 2013-2014, et une dernière portera le total des réductions à 115,0 millions de dollars en 2014-2015. En outre, le financement reçu du FAPL, soit 47,1 millions de dollars, sera éliminé progressivement d'ici le 31 août 2014.

Devant ces réductions, ainsi que les coûts de restructuration non récurrents et les autres pressions financières auxquelles nous sommes continuellement soumis pour trouver le financement nécessaire à nos activités et à la Stratégie 2015, nous avons mis en œuvre un plan financier dont l'objectif est de préserver l'équilibre entre nos dépenses opérationnelles prévues et nos ressources financières disponibles. Ce plan comprend la recherche de nouvelles sources de revenus publicitaires à la télévision et à la radio pour compenser en partie la réduction du crédit parlementaire, concurremment avec la diminution des besoins de financement des activités opérationnelles et des immobilisations grâce à de multiples initiatives de compression des coûts. Toutefois, la disparition du financement du FAPL entraînera également une diminution d'un certain type de programmation.

Nos flux de trésorerie liés à nos activités opérationnelles, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau suivant pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre. Notre solde de trésorerie s'élevait à 59,4 millions de dollars au 31 décembre 2012, comparativement à 64,3 millions de dollars au 31 mars 2012.

Position de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)	**Période de trois mois terminée le 31 décembre**			**Période de neuf mois terminée le 31 décembre**		
	2012	**2011**	**Écart en %**	**2012**	**2011**	**Écart en %**
Flux de trésorerie – Début de la période	**48 497**	**83 018**	**(41,6)**	**64 277**	**63 224**	**1,7**
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	22 348	14 137	58,1	17 332	32 403	(46,5)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(25 747)	(25 697)	(0,2)	(54 882)	(54 832)	(0,1)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	14 297	16 247	(12,0)	32 668	46 910	(30,4)
Écart net	10 898	4 687	132,5	(4 882)	24 481	(119,9)
Flux de trésorerie – Fin de la période	**59 395**	**87 705**	**(32,3)**	**59 395**	**87 705**	**(32,3)**

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les activités opérationnelles ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 22,3 millions de dollars, en hausse de 8,2 millions de dollars comparativement au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette variation des flux de trésorerie est surtout attribuable à l'augmentation du crédit pour les activités opérationnelles différé, compensée par l'affectation de flux de trésorerie au financement des besoins du fonds de roulement.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les activités de financement ont donné lieu à des sorties de trésorerie correspondant à celles de 2011-2012, tant pour le troisième trimestre que pour les neuf premiers mois de l'exercice. Des sorties de trésorerie, évaluées à 25,7 millions de dollars au troisième trimestre des deux exercices et à 54,9 millions de dollars sur une base cumulative annuelle, ont trait au versement d'intérêts, aux remboursements semestriels des obligations liées au Centre canadien de radiodiffusion, à des effets à payer et à l'obligation au titre de contrats de location-financement.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 14,3 millions de dollars ce trimestre, en baisse de 2,0 millions de dollars par rapport à celles du troisième trimestre de 2011-2012. Cette baisse s'explique principalement par une augmentation, cette année, des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles dans le cadre de nos investissements dans de nouvelles technologies. De plus, la sortie d'immobilisations corporelles excédentaires, conformément à notre plan financier, nous a rapporté 20,4 millions de dollars ce trimestre, soit un montant supérieur de 10,6 millions de dollars à celui reçu au troisième trimestre de l'exercice précédent, et qui a largement compensé la diminution du crédit reçu pour les immobilisations. Depuis le début de l'exercice, les entrées de trésorerie provenant des activités d'investissement ont atteint 32,7 millions de dollars, ce qui représente une baisse par rapport à l'an dernier, principalement parce que les entrées de trésorerie comprenaient alors un remboursement de capital de 9,9 millions de dollars ayant trait à notre investissement dans Sirius/CSR et des dividendes de 5,1 millions de dollars reçus dans le contexte de la fusion de Sirius et de CSR. Nos investissements dans les immobilisations nécessaires à nos activités de base ont été comparables à ceux de l'an dernier; le crédit parlementaire reçu depuis le début de l'exercice s'est élevé à 65,6 millions de dollars et l'acquisition de nouvelles immobilisations corporelles et incorporelles a entraîné des sorties de trésorerie totales de 64,4 millions de dollars.

3.3 Le point sur les perspectives et les risques

Au cours du troisième trimestre, nous avons poursuivi la mise en œuvre du plan financier triennal annoncé le 4 avril 2012. Nous avons témoigné aux audiences du renouvellement de nos licences, qui ont eu lieu en novembre 2012, et nous avons répondu aux interventions qui ont été déposées. Nous attendons avec impatience la réponse du CRTC qui devrait avoir lieu dans les prochains mois.

La Stratégie 2015 établit notre vision pour l'avenir du radiodiffuseur public national du Canada, mais il nous faut disposer d'un cadre réglementaire souple dans le cadre du renouvellement de nos licences par le CRTC afin de suivre l'évolution du paysage de la radiodiffusion et des préférences des Canadiens.

En janvier 2013, la LNH a annoncé que la saison 2012-2013 écourtée commencerait le 19 janvier. Nous sommes ravis que le hockey soit de retour dans notre programmation. Nous surveillons de près le rythme auquel nos plateformes traditionnelles et numériques retrouvent leurs auditoires et leurs revenus publicitaires. Bien que le lock-out ait affecté nos revenus cette année, des mesures ont été prises pour contrebalancer son impact financier sur la Société.

La réussite de notre plan financier sera largement tributaire de la vigueur du marché publicitaire, de nos revenus totaux et de l'approbation par le CRTC de notre demande en vue de modifier la licence de radiodiffusion de CBC Radio 2 et d'Espace musique pour y ajouter de la publicité et des commandites. De plus, l'incertitude subsiste au sujet du financement de l'inflation des salaires pour 2013-2014 et les années subséquentes. Rappelons que le gouvernement fédéral a cessé de verser ce financement en 2010-2011. Nous continuons de surveiller étroitement le plan financier et d'y apporter les modifications nécessaires.

Une analyse détaillée des risques et des stratégies d'atténuation est incluse dans le rapport annuel et est complétée par une analyse de l'évolution des risques clés tels que décrits dans les rapports trimestriels du 30 juin 2012 et du 30 septembre 2012.

4. Présentation de l'information financière

4.1 Estimations comptables critiques et conventions comptables futures

Les modifications futures de conventions comptables sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés résumés.

4.2 Transactions entre parties liées

Dans le cadre de l'exploitation courante, la Société conclut des transactions entre parties liées. Voir la note 17 des états financiers consolidés résumés.

5. Déclaration de la responsabilité de la direction par des cadres supérieurs

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels consolidés résumés conformément à la norme *IAS 34 : Information financière intérimaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés résumés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés résumés non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés résumés.

Le président-directeur général,

Hubert T. Lacroix

La vice-présidente et chef de la direction financière,

Suzanne Morris

Ottawa, Canada
21 février 2013

État consolidé résumé de la situation financière (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2012	31 mars 2012
ACTIF		
Courant		
Trésorerie	59 395	64 277
Clients et autres créances (NOTE 4)	192 937	177 331
Programmation (NOTE 5)	195 434	166 104
Stocks de marchandisage	856	811
Charges payées d'avance (NOTE 6)	57 647	113 370
Billets à recevoir	2 265	2 158
Investissement net dans un contrat de location-financement	2 615	2 499
Instruments financiers dérivés (NOTE 18)	374	133
Actifs classés comme détenus en vue de la vente (NOTE 7)	1 183	234
	512 706	**526 917**
Non courant		
Immobilisations corporelles (NOTE 7)	986 524	1 047 988
Immobilisations incorporelles (NOTE 8)	20 903	28 435
Actifs sous contrat de location-financement	43 436	48 242
Billets à recevoir	48 204	49 903
Investissement net dans un contrat de location-financement	52 101	54 077
Charges différées	20 260	7 806
Participation dans une entreprise associée (NOTE 9)	4 260	6 208
	1 175 688	**1 242 659**
TOTAL DE L'ACTIF	**1 688 394**	**1 769 576**
PASSIF		
Courant		
Créditeurs et charges à payer (NOTE 10)	75 014	124 638
Provisions (NOTE 12)	50 894	39 062
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (NOTE 11)	122 290	129 850
Dette obligataire	15 146	20 093
Obligation au titre de contrats de location-financement	10 632	9 945
Effets à payer	6 564	7 794
Revenus différés	4 529	3 511
Crédit parlementaire d'exploitation reporté	73 724	-
Passif d'encaissement anticipé	1 875	1 875
Instruments financiers dérivés (NOTE 18)	10	11
	360 678	**336 779**
Non courant		
Revenus différés	3 893	2 587
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (NOTE 11)	429 625	333 207
Dette obligataire	277 008	288 533
Obligation au titre de contrats de location-financement	47 209	54 206
Effets à payer	113 026	118 885
Financement des immobilisations différé (NOTE 14)	518 793	574 027
	1 389 554	**1 371 445**
Capitaux propres		
Résultats non distribués	(62 379)	60 996
Total des capitaux propres attribuables à la Société	**(62 379)**	**60 996**
Participations ne donnant pas le contrôle	**541**	**356**
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	**(61 838)**	**61 352**
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	**1 688 394**	**1 769 576**

Engagements (NOTE 19)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

État consolidé résumé du résultat (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trois mois se terminant le 31 décembre		Neuf mois se terminant le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
REVENUS (NOTE 13)				
Publicité	83 075	116 418	239 588	277 858
Services spécialisés	43 456	43 081	128 643	124 623
Autres revenus	31 072	34 204	94 567	94 786
Revenus financiers	2 076	2 266	6 576	6 921
	159 679	**195 967**	**469 354**	**504 188**
CHARGES				
Coûts des services de télévision, de radio et de nouveaux médias	353 758	402 487	1 083 424	1 136 412
Services spécialisés	31 318	31 744	95 260	96 957
Transmission, distribution et collecte (NOTE 7)	16 107	20 959	86 702	60 130
Administration nationale	2 552	2 656	7 773	8 255
Paiements aux stations privées	625	832	1 897	2 131
Charges financières	7 903	8 435	23 856	25 146
Quote-part du (profit) de la perte découlant de la participation dans une entreprise associée	(612)	422	(998)	(308)
	411 651	**467 535**	**1 297 914**	**1 328 723**
Perte opérationnelle avant financement public et éléments hors activités opérationnelles	**(251 972)**	**(271 568)**	**(828 560)**	**(824 535)**
FINANCEMENT PUBLIC (NOTE 14)				
Crédit parlementaire pour les activités opérationnelles	211 810	236 182	690 242	738 615
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement	666	1000	2 666	2 999
Amortissement du financement des immobilisations différé	28 809	32 673	120 802	97 131
	241 285	**269 855**	**813 710**	**838 745**
Résultat net avant éléments hors activités opérationnelles	**(10 687)**	**(1 713)**	**(14 850)**	**14 210**
ÉLÉMENTS HORS ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Gain sur dilution provenant d'une fusion	-	-	-	25 775
Dividendes provenant d'une fusion	-	-	-	5 094
Gain net sur la cession d'immobilisations corporelles (NOTE 7)	18 491	9 563	17 367	8 119
Gain sur la vente de bons de souscription	863	-	863	-
	19 354	**9 563**	**18 230**	**38 988**
Résultat net de la période	**8 667**	**7 850**	**3 380**	**53 198**
Résultat net attribuable :				
À la Société	8 586	7 782	3 195	53 046
Aux participations ne donnant pas le contrôle	81	68	185	152
	8 667	7 850	3 380	53 198

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

État consolidé résumé du résultat global (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trois mois se terminant le 31 décembre		Neuf mois se terminant le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
RÉSULTAT GLOBAL				
Résultat net de la période	8 667	7 850	3 380	53 198
Autres éléments du résultat global				
Gains (pertes) actuariels liés aux régimes à prestations définies (NOTE 11)	183 509	34 697	(126 570)	(99 119)
Profits latents nets sur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	94
Reclassement au résultat du profit latent net sur des actifs financiers disponibles à la vente par suite d'une fusion	-	-	-	(5 094)
Total du résultat global de la période	**192 176**	**42 547**	**(123 190)**	**(50 921)**
Total du résultat global attribuable :				
À la Société	192 095	42 479	(123 375)	(51 073)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	81	68	185	152
	192 176	42 547	(123 190)	(50 921)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

État consolidé résumé des variations des capitaux propres (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois se terminant le 31 décembre 2012				
	Résultats non distribués	Total du cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 30 septembre 2012	(254 474)	-	(254 474)	460	(254 014)
Variations de la période					
Résultat net de la période	8 586	-	8 586	81	8 667
Gains actuariels liés aux régimes à prestations définies	183 509	-	183 509	-	183 509
Solde au 31 décembre 2012	**(62 379)**	**-**	**(62 379)**	**541**	**(61 838)**

(en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois se terminant le 31 décembre 2011				
	Résultats non distribués	Total du cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 30 septembre 2011	233 319	-	233 319	2 347	235 666
Variations de la période					
Résultat net de la période	7 782	-	7 782	68	7 850
Gains actuariels liés aux régimes à prestations définies	34 697	-	34 697	-	34 697
Émission d'actions par une filiale	-	-	-	44	44
Solde au 31 décembre 2011	**275 798**	**-**	**275 798**	**2 459**	**278 257**

(en milliers de dollars canadiens)

	Neuf mois se terminant le 31 décembre 2012				
	Résultats non distribués	Total du cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2012	60 996	-	60 996	356	61 352
Variations de la période					
Résultat net de la période	3 195	-	3 195	185	3 380
Pertes actuarielles liées aux régimes à prestations définies	(126 570)	-	(126 570)	-	(126 570)
Solde au 31 décembre 2012	**(62 379)**	**-**	**(62 379)**	**541**	**(61 838)**

(en milliers de dollars canadiens)

	Neuf mois se terminant le 31 décembre 2011				
	Résultats non distribués	Total du cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2011	321 871	5 000	326 871	2 263	329 134
Variations de la période					
Résultat net de la période	53 046	-	53 046	152	53 198
Pertes actuarielles liées aux régimes à prestations définies	(99 119)	-	(99 119)	-	(99 119)
Profit latent net sur des actifs financiers disponibles à la vente	-	94	94	-	94
Reclassement au résultat du profit latent net sur des actifs financiers disponibles à la vente par suite d'une fusion	-	(5 094)	(5 094)	-	(5 094)
Émission d'actions par une filiale	-	-	-	44	44
Solde au 31 décembre 2011	**275 798**	**-**	**275 798**	**2 459**	**278 257**

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés

État consolidé résumé des flux de trésorerie (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trois mois se terminant le 31 décembre		Neuf mois se terminant le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES (AFFECTÉS AUX)				
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Résultat net de la période	8 667	7 850	3 380	53 196
Ajustements :				
Gain net sur la cession d'immobilisations corporelles	(18 491)	(9 563)	(17 387)	(8 119)
Revenus d'intérêts	(2 078)	(2 266)	(6 578)	(6 921)
Charges financières	7 903	8 435	23 858	25 146
Variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	(260)	477	(242)	(1047)
Amortissement des immobilisations corporelles	28 052	30 608	109 406	90 277
Amortissement des immobilisations incorporelles	4 243	4 405	12 808	12 662
Amortissement d'actifs sous contrat de location-financement	2 041	2 000	6 041	6 000
Dépréciation des immobilisations corporelles	-	-	6 986	-
Reclassement au résultat du profit latent net sur des actifs financiers disponibles à la vente par suite d'une fusion	-	-	-	(5 094)
Gain sur la vente de bons de souscription	(863)	-	(863)	-
Quote-part du (profit) de la perte découlant de la participation dans une entreprise associée	(612)	422	(996)	(308)
Gain sur dilution provenant d'une fusion	-	-	-	(25 775)
Variation des charges différées	1 043	1 140	(12 454)	(5 495)
Amortissement du financement des immobilisations différé	(28 809)	(32 673)	(120 802)	(97 131)
Variation du crédit parlementaire d'exploitation reporté	73 724	78 818	73 724	78 818
Variation des revenus différés (non courants)	1 096	(36)	1 308	208
Variation des actifs des régimes de retraite	-	(17 077)	-	(26 948)
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (courants)	6 932	6 989	6 038	6 405
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (non courants)	(12 937)	986	(30 192)	2 929
Variation des participations ne donnant pas le contrôle	-	45	-	45
Désactualisation des billets à recevoir	(4)	(50)	(13)	(100)
Variations du fonds de roulement (NOTE 16)	(47 301)	(66 533)	(38 743)	(66 347)
	22 348	**14 137**	**17 332**	**32 403**
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Remboursement de l'obligation au titre de contrats de location-financement	(2 548)	(2 351)	(7 542)	(7 068)
Remboursement de la dette obligataire	(5 451)	(5 062)	(10 704)	(9 941)
Remboursement d'effets à payer	(2 863)	(2 734)	(5 660)	(5 404)
Intérêts payés	(14 885)	(15 560)	(30 976)	(32 419)
	(25 747)	**(25 697)**	**(54 882)**	**(54 832)**
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Crédit parlementaire pour financement des immobilisations (NOTE 14)	18 000	24 000	65 566	74 566
Acquisition d'immobilisations corporelles	(23 974)	(21 096)	(59 296)	(60 883)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(2 324)	121	(5 108)	(2 112)
Rendement du capital investi dans une entreprise associée	-	-	-	9 855
Revenu sur la cession d'immobilisations corporelles	20 410	9 848	20 620	10 212
Recouvrement des billets à recevoir	900	466	1 473	1 373
Recouvrement d'investissement net dans un contrat de location-financement	529	494	1 561	1 456
Gain sur la vente de bons de souscription	863	-	863	-
Dividende reçu	-	-	-	5 094
Intérêts reçus	2 293	2 414	6 987	7 347
	14 297	**16 247**	**32 666**	**46 910**
Variation de la trésorerie	**10 898**	**4 687**	**(4 882)**	**24 491**
Trésorerie, début de l'exercice	**48 497**	**83 018**	**64 277**	**63 224**
Trésorerie, fin de la période	**59 395**	**87 705**	**59 395**	**87 705**

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2012

(en dollars canadiens)

(non audités)

1. Renseignements généraux

CBC/Radio-Canada (la Société) est une société d'État fédérale domiciliée au Canada et assujettie à l'impôt fédéral sur le revenu des sociétés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et de son règlement d'application. Son siège social est situé au 181, rue Queen, Ottawa (Ontario) K1P 1K9. CBC/Radio-Canada n'est pas assujettie aux régimes provinciaux d'impôt des sociétés, mais elle doit payer les taxes de vente tant au niveau fédéral que provincial.

À titre de radiodiffuseur public national, la Société offre, dans les deux langues officielles, des services de radio, de télévision et de nouveaux médias présentant une programmation typiquement et principalement canadienne, afin de refléter la globalité canadienne et de rendre compte de la diversité régionale du pays, à l'intention des auditoires nationaux et régionaux.

Les présents états financiers consolidés résumés ont été approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 20 février 2013.

2. Principales méthodes comptables

A. Déclaration de conformité

La Société a établi les présents états financiers consolidés résumés conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par le Conseil des normes comptables (CNC).

2. Principales méthodes comptables (suite)

B. Base de préparation

L'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* stipule que la plupart des sociétés d'État mères doivent établir et rendre public un rapport financier trimestriel conforme à la Norme sur *les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont des résumés, comme le permet IAS 34. À ce titre, ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises dans un jeu complet d'états financiers. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont destinés à actualiser les informations fournies dans le plus récent jeu complet d'états financiers annuels de la Société. En conséquence, ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises dans les états financiers annuels et doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2012. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ne sont pas audités pour toutes les périodes considérées. Les méthodes comptables appliquées dans la préparation de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont conformes à celles fournies dans les plus récents états financiers annuels audités de la Société.

C. Modifications futures de conventions comptables

Outre les améliorations annuelles apportées en continu entre 2009 et 2011, la Société a examiné les prises de position comptables, tant nouvelles que révisées, qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore entrées en vigueur, et a jugé que les suivantes pourraient la toucher. La Société n'entend pas adopter ces normes par anticipation. La Société évalue actuellement l'incidence possible de chaque prise de position sur ses états financiers consolidés, comme il est indiqué ci-dessous.

a) Normes, interprétations et modifications qui devraient avoir une incidence sur la Société

IAS 19 Modifications à IAS 19 *Avantages du personnel*

La norme IAS 19 a été modifiée en juin 2011 afin d'éliminer l'option du report de la comptabilisation des gains et des pertes, de modifier la présentation des variations de la valeur de l'obligation au titre des prestations définies et de celle des actifs du régime dans l'état du résultat global, d'exiger que l'intérêt net soit calculé au moyen du taux de rendement d'une obligation de société de première qualité, et enfin, d'améliorer les informations à fournir sur les risques associés aux régimes à prestations définies. Ces modifications s'appliqueront pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013. La Société s'attend à ce que l'application de la norme l'amène à comptabiliser en résultat net, pour l'exercice, une charge nette plus élevée, de l'ordre de 92 millions de dollars, et à diminuer d'autant le montant des autres éléments du résultat global, étant donné que le rendement attendu des actifs des régimes de retraite dépasse le taux d'actualisation dans l'exercice en cours. Les modifications apportées à la norme ne devraient pas avoir une incidence sur l'État de la situation financière ou sur l'État des flux de trésorerie de la Société; elles devraient toutefois entraîner une obligation d'information accrue.

IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*

La norme IFRS 13 définit la juste valeur, établit un cadre unique de dispositions sur la détermination de la juste valeur et comporte des obligations d'information sur les évaluations de la juste valeur. Elle vise les IFRS qui imposent, ou permettent, les évaluations à la juste valeur ou la communication d'informations à leur sujet. IFRS 13 s'appliquera pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013. La Société ne s'attend pas à ce que cette nouvelle norme l'oblige à modifier sa méthode de calcul de la juste valeur de ses actifs et de ses passifs. Elle sera toutefois tenue de fournir plus d'informations qui auront trait particulièrement aux niveaux de la hiérarchie des justes valeurs dans le cas des actifs financiers et des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur et, de ce fait, au mode de calcul de ces justes valeurs.

2. Principales méthodes comptables (suite)

IAS 1 Modifications à IAS 1 *Présentation des états financiers*

La norme IAS 1 a été modifiée en juin 2011 afin de maintenir le choix offert à l'entité d'établir un ou deux états, et afin de revoir seulement les exigences de présentation des autres éléments du résultat global : obligation de présenter des totaux partiels distincts des autres éléments du résultat global qui sont susceptibles d'être reclassés dans le résultat net (p. ex., la couverture de flux de trésorerie, la conversion de devises) et de ceux qui ne le sont pas (p. ex., la juste valeur des éléments comptabilisés en autres éléments du résultat global selon IFRS 9). Ces modifications s'appliquent pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2012. La Société a choisi d'établir deux états et a conclu que l'application de la norme entraînera des changements mineurs dans la présentation de certains autres éléments du résultat global.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2009-2011 publiées en mai 2012

Le document *Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2009-2011* comprend un certain nombre de modifications à diverses normes IFRS, qui s'appliquent pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013. Les modifications ci-après auront une incidence sur les états financiers de la Société dès leur entrée en vigueur :

Modifications à IAS 1, Présentation des états financiers,

Modifications à IAS 16, Immobilisations corporelles, et

Modifications à IAS 32, Instruments financiers : Présentation.

Leur incidence devrait être mineure.

b) Normes, interprétations et modifications qui ne devraient avoir aucune incidence sur la Société

IFRS 7 Modifications à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*

La norme IFRS 7 a été modifiée en octobre 2010 pour imposer de nouvelles obligations d'information sur les transferts d'actifs financiers, y compris sur les effets possibles de tout risque auquel l'entité qui transfère les actifs continue d'être exposée. Ces modifications s'appliquent pour les périodes annuelles de présentation de l'information financière ouvertes après le 1er juillet 2011. La Société a conclu qu'elles n'auront aucune incidence sur ses états financiers.

IAS 28 *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*

La norme IAS 28 a été modifiée en 2011. Elle prescrit la comptabilisation des participations dans des entreprises associées et présente les exigences à respecter pour l'utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans la comptabilisation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises. IAS 28 s'appliquera pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013. La Société a conclu que les modifications apportées à la norme n'auront aucune incidence sur ses états financiers.

c) Normes, interprétations et modifications qui sont actuellement étudiées par la direction

IFRS 9 *Instruments financiers*

La norme IFRS 9, publiée en novembre 2009 et modifiée en octobre 2010, s'inscrit dans une démarche progressive visant à remplacer la norme actuelle IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. L'approche préconisée dans IFRS 9 est fondée sur le mode de gestion des instruments financiers appliqué par l'entité dans le cadre de son modèle économique et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs et des passifs financiers. Le 16 décembre 2011, l'IASB a publié des modifications qui ont pour effet de reporter la date d'application obligatoire de la norme et exige la

2. Principales méthodes comptables (suite)

communication d'information additionnelle aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2015. La direction s'attend à ce que l'application d'IFRS 9 l'amène à réviser les montants comptabilisés pour les actifs financiers et les passifs financiers de la Société. La Société mènera une étude détaillée de la nouvelle norme afin d'en déterminer l'incidence au moment de son adoption.

IFRS 10 *États financiers consolidés*

La norme IFRS 10 remplace IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et l'interprétation SIC-12, *Consolidation - entités ad hoc*. Elle vise à établir les principes de la préparation et de la présentation des états financiers consolidés d'une entité qui contrôle une ou plusieurs autres entités. La norme établit des critères uniques de contrôle pour déterminer si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés. IFRS 10 s'appliquera pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013. La Société étudie actuellement si la norme aura un effet sur son obligation, en vertu de la norme IAS 27 en vigueur, de consolider dans ses résultats financiers ceux du Broadcast Centre Trust et de la Fiducie de monétisation de CBC/Radio-Canada. La direction procède en ce moment à un examen détaillé de la norme afin de déterminer si celle-ci aura ou non une incidence sur les états financiers de la Société dès son adoption, et si oui, afin de préciser la nature de cette incidence.

IFRS 11 *Partenariats*

La norme IFRS 11, publiée en mai 2011, annule IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et l'interprétation SIC-13, *Entités contrôlées conjointement - apports non monétaires par des coentrepreneurs*. Elle focalise sur les droits et obligations d'un accord de partenariat, plutôt que sur sa forme juridique, comme c'est le cas actuellement sous IAS 31. La norme remédie au manque d'uniformité dans la présentation de l'information sur les partenariats en imposant l'utilisation de la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans des entités contrôlées conjointement. IFRS 11 s'appliquera pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013. La Société ne détient aucun intérêt dans des entités contrôlées conjointement. Cependant, elle analyse actuellement ses entreprises pour déterminer si certaines sont visées par IFRS 11.

IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*

La norme IFRS 12 vise les entités qui détiennent des participations dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées ou des entités structurées non consolidées. Elle oblige la Société à fournir des informations qui aident les utilisateurs de ses états financiers à évaluer la nature de ses participations dans d'autres entités et les risques afférents, ainsi que leur incidence sur sa situation financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie. IFRS 12 s'appliquera pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013. La Société étudie actuellement l'obligation d'information révisée en ce qui concerne les intérêts détenus dans des filiales, des entités ad hoc et des entreprises associées.

3. Sources principales d'incertitude relative aux estimations et jugements importants

A. Sources principales d'incertitude relative aux estimations

Pour préparer les présents états financiers consolidés résumés conformément aux IFRS, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui ont une incidence sur la valeur des actifs et des passifs comptabilisés à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur la valeur des revenus et des charges présentés dans la période.

Les estimations et les hypothèses importantes sur lesquelles sont fondés les états financiers consolidés résumés de la Société influent sur les passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel, les estimés rattachés à la restructuration du budget fédéral 2012, les durées d'utilité estimées des immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que des actifs de programmation, les provisions pour créances douteuses, et les provisions subordonnées au dénouement de litiges et à d'autres éventualités.

La comptabilisation des régimes de retraite à prestations définies repose sur des hypothèses visant à évaluer l'obligation au titre des prestations définies et le rendement futur des actifs des régimes. Les hypothèses et estimations portent principalement sur le taux d'actualisation et le rendement attendu des actifs du régime. Les changements dans ces hypothèses et estimations principales se répercuteraient sur les montants comptabilisés en résultat net et en autres éléments du résultat global, selon le cas. Les différences entre les rendements attendu et réel des actifs du régime auraient aussi pour effet de modifier les montants comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Les estimations et les hypothèses de la direction reposent sur des renseignements externes et sur des situations observables lorsque cela est possible, auxquels s'ajoutent, au besoin, des analyses internes. Ces estimations et hypothèses ont été appliquées au cours de la période visée en cohérence avec les périodes antérieures, et la Société n'a connaissance d'aucun engagement ou événement ni d'aucune incertitude qui pourraient avoir une incidence significative sur les méthodes ou les hypothèses à la base des estimations faites dans les présents états financiers consolidés résumés.

La direction revoit régulièrement les estimations et tout changement est comptabilisé de façon prospective et inclus dans l'État consolidé résumé du résultat de la période du changement, si le changement ne concerne que cette période, ou de la période du changement et des périodes ultérieures, si celles-ci le sont également concernées par le changement. Les chiffres réels pourraient différer de façon importante de ces estimations.

3. Sources principales d'incertitude relative aux estimations et jugements importants (suite)

B. Jugements importants

La direction a formé des jugements importants lors de l'application des conventions comptables, dont les impacts sont les plus significatifs sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société sont les suivants (hormis ceux qui portent sur les estimations):

- la Société assume la majorité des risques associés au recouvrement des créances de la Fiducie de monétisation de CBC/Radio-Canada en raison de la garantie fournie et, de ce fait, devrait consolider les résultats de cette entité dans les siens;
- une entente concernant les transpondeurs satellitaires constitue un contrat de location en vertu d'IFRIC 4, et ce contrat de location et le contrat de location d'un car de reportage répondent aux critères d'un contrat de location-financement;
- à la date de présentation de l'information financière, les actifs d'impôt différé ne devraient pas être comptabilisés dans les états financiers parce que la Société ne compte pas produire de revenus imposables ni de pertes significatifs au cours des périodes pendant lesquelles on s'attend à ce que les différences temporaires s'inversent en raison de la structure d'exploitation propre à la Société;
- la Société a exercé une influence notable sur Canadian Satellite Radio Holdings Inc. entre la date de la fusion jusqu'au 26 mars 2012, même si elle détenait moins de 20 pour cent des droits de vote;
- une entente portant sur la location d'une partie d'un immeuble appartenant à la Société répond aux critères d'un contrat de location simple et la partie louée n'est pas considérée comme un immeuble de placement en vertu d'IAS 40;
- les activités de restructuration de la Société qui sont en cours n'induisent pas une réduction du Régime de retraite; et
- la détermination des composants des immobilisations corporelles de la Société.

Les jugements importants sont revus à chaque période de présentation de l'information financière.

4. Clients et autres créances

(en milliers de dollars)	**31 décembre 2012**	**31 mars 2012**
Comptes clients	179 920	163 871
Provision pour créances douteuses	(3 196)	(1979)
Autres	16 213	15 439
	192 937	**177 331**

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les cas où il existe une indication objective de dépréciation. Une indication objective de dépréciation d'un portefeuille de créances peut être notamment, des recouvrements de paiements effectués par la Société dans le passé, une augmentation du nombre de retards dans les paiements qui dépassent la durée moyenne de crédit, ainsi que des changements observables dans la situation économique nationale ou locale qui sont en corrélation avec les défaillances sur les créances.

Avant d'accepter tout nouveau client, la Société examine sa demande de crédit. Elle peut avoir recours à une agence externe d'évaluation de la solvabilité pour déterminer la qualité du crédit du client potentiel et le plafond de crédit qui lui sera fixé. Les plafonds de crédit et les cotes de solvabilité des clients sont revus au moins tous les trois ans pour déterminer s'il y a lieu de les modifier.

Les comptes clients comprennent des créances (voir note 4A) en souffrance à la fin de la période de présentation de l'information financière et pour lesquelles la Société n'a comptabilisé aucune provision pour créances douteuses parce qu'il n'y a pas eu de changement important dans la solvabilité du débiteur et qu'elle estime être encore en mesure de recouvrer les sommes dues. La durée moyenne de crédit de la Société est de 30 jours.

Comme d'autres radiodiffuseurs, la Société a recours à des agences, qui effectuent la majorité de ses ventes de publicité dans ses médias généralistes. Le délai de paiement habituel de ces agences dépasse la durée de crédit de 30 jours appliquée en moyenne par la Société. En raison de ce décalage, une partie importante des comptes clients de la Société sont en souffrance, mais non dépréciés.

La Société ne détient aucune garantie ni aucun rehaussement de crédit relativement à ces créances.

A. Ancienneté des comptes clients en souffrance mais non dépréciés

(en milliers de dollars)	**31 décembre 2012**	**31 mars 2012**
31 à 60 jours	31 446	36 182
61 à 90 jours	27 123	25 381
91 à 120 jours	27 050	17 736
Total	**85 619**	**79 299**

4. Clients et autres créances (suite)

B. Variation de la provision pour créances douteuses

(en milliers de dollars)	**31 décembre 2012**	**31 mars 2012**
Solde au début de l'excercice	(1979)	(1103)
Montants irrécouvrables sortis du bilan pendant la période	368	190
Créances recouvrées pendant la période	-	-
Reprises de pertes de valeur comptabiliées sur les créances	433	695
Augmentation de la provision pour créances douteuses	(2 018)	(1761)
Solde à la fin de la période	**(3 196)**	**(1979)**

La concentration du risque de crédit est limitée en raison de la grande clientèle de la Société et de l'absence de liens entre les clients.

5. Programmation

A. Programmation par genre

(en milliers de dollars)	**31 décembre 2012**	**31 mars 2012**
Émissions produites - complétées	73 290	90 973
Émissions produites en cours de production	93 411	46 045
Droits de diffusion des émissions disponibles pour diffusion	28 733	29 086
	195 434	**166 104**

B. Variation de la programmation

(en milliers de dollars)	**31 décembre 2012**	**31 mars 2012**
Solde d'ouverture	166 104	163 658
Additions	592 959	1013 491
Émissions diffusées	(563 629)	(1011045)
	195 434	**166 104**

La programmation comprend les émissions de la télévision généraliste et spécialisée.

Les radiations relatives à la programmation représentent 0,8 million de dollars (0,6 million en 2011) pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012, et 2,4 million de dollars (2,9 millions en 2011) pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Elles sont essentiellement le fait de projets achevés, d'émissions qui n'ont pas été télédiffusées depuis deux ans ou qui ne se prêtent pas à la télédiffusion, ou encore d'émissions pilotes qui ne donnent pas lieu à une série.

6. Charges payées d'avance

(en milliers de dollars)	31 décembre 2012	31 mars 2012
Droits sur les émissions	35 699	95 809
Ententes de service	21 948	17 561
	57 647	**113 370**

7. Immobilisations corporelles

A. Coût, amortissement cumulé et dépréciation

La valeur comptable des immobilisations corporelles s'établit comme suit :

(en milliers de dollars)	31 décembre 2012	31 mars 2012
Coût	2 224 121	2 215 122
Amortissement cumulé et dépréciation	(1237 597)	(1 167 134)
	986 524	**1 047 988**

(en milliers de dollars)	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2012	181,200	525,009	46,888	1,287,700	139,325	35,000	**2,215,122**
Acquisitions	50	3,622	1,940	35,239	2,375	18,070	**59,296**
Transferts (Référer à la Note 8)	134	4,263	2,748	13,171	1,870	(22,354)	**(168)**
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(175)	(1,252)	-	-	-	-	**(1,427)**
Dispositions et radiations	(419)	(2,121)	(509)	(37,034)	(8,619)	-	**(48,702)**
Coût au 31 décembre 2012	**180,790**	**529,521**	**51,067**	**1,299,076**	**134,951**	**28,716**	**2,224,121**
Amortissement cumulé au 31 mars 2012	-	(118,928)	(21,249)	(926,896)	(100,061)	-	**(1,167,134)**
Amortissement pour la période	-	(27,344)	(2,246)	(69,918)	(9,897)	-	**(109,405)**
Dépréciation pour la période	(423)	-	-	(6,117)	(446)	-	**(6,986)**
Renversement de l'amortissement sur actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	478	-	-	-	-	**478**
Renversement de l'amortissement lors de la disposition	-	1,028	295	35,821	8,306	-	**45,450**
Amortissement cumulé et dépréciation au 31 décembre 2012	**(423)**	**(144,766)**	**(23,200)**	**(967,110)**	**(102,098)**	**-**	**(1,237,597)**
Valeur comptable nette au 31 décembre 2012	**180,367**	**384,755**	**27,867**	**331,966**	**32,853**	**28,716**	**986,524**

7. Immobilisations corporelles (suite)

(en milliers de dollars)	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2011	179 982	508 003	44 800	1 315 115	141 158	82 732	**2 271 790**
Acquisitions	1 195	6 822	1 547	47 427	10 435	31 142	**98 568**
Transferts	63	11 982	542	59 346	3 363	(75 296)	-
Actif classé comme détenu en vue de la vente	-	-	-	(3 724)	(2 308)	-	**(6 032)**
Dispositions et radiations	(40)	(1 798)	(1)	(130 464)	(13 323)	(3 578)	**(149 204)**
Coût au 31 mars 2012	**181 200**	**525 009**	**46 888**	**1 287 700**	**139 325**	**35 000**	**2 215 122**
Amortissement cumulé au 31 mars 2011	-	(86 790)	(18 609)	(984 429)	(101 367)	-	**(1 191 195)**
Amortissement pour l'exercice	-	(32 845)	(2 641)	(70 988)	(13 915)	-	**(120 389)**
Renversement de l'amortissement de l'actif classé comme détenu en vue de la vente	-	-	-	3 490	2 308	-	**5 798**
Renversement de l'amortissement lors de la disposition	-	707	1	125 031	12 913	-	**138 652**
Amortissement cumulé au 31 mars 2012	**-**	**(118 928)**	**(21 249)**	**(926 896)**	**(100 061)**	**-**	**(1 167 134)**
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	**181 200**	**406 081**	**25 639**	**360 804**	**39 264**	**35 000**	**1 047 988**

Les engagements contractuels relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'établissent à 21,0 millions de dollars au 31 décembre 2012 (31 mars 2012–16,0 millions).

B. Dépréciation

Le 4 avril 2012, dans le cadre du plan financier établi en réaction au budget fédéral de 2012, la Société a fait savoir qu'elle mettrait fin au service sur ondes courtes de RCI et qu'elle accélérerait la mise hors service des derniers émetteurs de signaux de télévision analogique exploités. Du fait de l'arrêt de ces services de transmission et de distribution, la Société a comptabilisé à l'État du résultat consolidé résumé une dépréciation de 6,5 millions de dollars (zéro en 2011) et une dotation aux amortissements supplémentaire de 26,0 millions de dollars (2,6 millions en 2011) pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Aucun montant n'a été comptabilisé à ce chapitre dans le trimestre en cours.

Un montant additionnel de 0,4 million de dollars a été comptabilisé en charges pendant l'exercice en cours pour déprécier intégralement un car de reportage qui ne peut plus être utilisé en raison de son mauvais état. Aucun montant n'a été comptabilisé à ce titre dans le trimestre en cours.

7. Immobilisations corporelles (suite)

C. Actifs classés comme détenus en vue de la vente

La Société classe un actif comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable sera recouvrée principalement au moyen d'une vente plutôt que de la poursuite de son utilisation. Pour que cette condition soit remplie, il faut que la vente soit probable et que l'actif soit disponible à la vente immédiatement dans l'état où il est. La direction doit s'être engagée à réaliser la vente, qui devrait répondre aux critères de constatation d'une vente dans un délai d'un an suivant la date de classement de l'actif. Un actif détenu en vue de la vente est évalué à sa valeur comptable antérieure ou à sa juste valeur diminuée des coûts de la vente si celle-ci est inférieure.

Avec l'essor de la diffusion en haute définition, la Société a cessé d'utiliser un car de reportage équipé pour la définition standard. Elle l'a donc mis en vente et entend s'en départir dans les douze prochains mois. La valeur comptable nette de ce car s'établit à 0,2 million de dollars au 31 décembre 2012 (0,2 million de dollars au 31 mars 2012).

Dans le cadre de son plan financier, la Société a élaboré une stratégie de rationalisation des biens immobiliers dont elle est propriétaire. Dans cette optique, les biens immobiliers suivants sont les actifs les plus importants classés à des fins comptables comme détenus en vue de la vente :

- une propriété, située à Iqaluit (Nunavut), d'une valeur comptable de 0,5 million de dollars, et qui devrait être vendue dans les douze prochains mois;
- dans le but de regrouper ses activités à Rimouski (Québec), la Société a déménagé dans un seul immeuble les services de radiodiffusion qu'elle offre dans cette région. Comme elle y est locataire, la Société a mis en vente l'immeuble dont elle est propriétaire à Rimouski et entend s'en départir dans les douze prochains mois. Au 31 décembre 2012, la valeur comptable nette de l'immeuble détenu en propre s'établit à 0,4 million de dollars;

D. Sortie d'immobilisations corporelles pendant le trimestre

Pendant le trimestre, la Société s'est départie de certaines immobilisations corporelles, réalisant ainsi un gain de 18,5 millions de dollars. Ce gain a principalement découlé de la sortie des actifs suivants :

- la Société a vendu deux propriétés situées à Edmonton (Alberta) et à Calgary (Alberta), qui servaient auparavant à la transmission des signaux de radio. Les sites sont devenus disponibles à la vente après le transfert des signaux à d'autres emplacements. Le produit net de la vente s'est élevé à 19,6 millions, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un gain net sur cession de 19,5 millions de dollars;
- la Société s'est aussi départie de terrains et d'immeubles qui étaient auparavant classés comme détenus en vue de la vente. L'opération s'est soldée par un gain total de 0,1 million de dollars. Ces propriétés sont situées à Corner Brook (Terre-Neuve), Sydney (Nouvelle-Écosse) et Stoneham (Québec).

8. Immobilisations incorporelles

A. Coût et amortissement cumulé

Les immobilisations incorporelles de la Société comprennent les logiciels acquis séparément du matériel et les logiciels développés à l'interne pour les besoins de la Société. La valeur comptable des immobilisations incorporelles s'établit comme suit :

(en milliers de dollars)	31 décembre 2012	31 mars 2012
Coût	155 063	150 807
Amortissement cumulé	(134 160)	(122 372)
	20 903	**28 435**

(en milliers de dollars)	Logiciels développés à l'interne	Logiciels acquis	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2012	138 331	10 596	1880	**150 807**
Acquisitions	354	1671	3 083	**5 108**
Transferts (Référer à la Note 7)	769	31	(632)	**168**
Dispositions	(1020)	-	-	**(1 020)**
Coût au 31 décembre 2012	**138 434**	**12 298**	**4 331**	**155 063**
Amortissement cumulé au 31 mars 2012	(120 822)	(1550)	-	**(122 372)**
Amortissement pour la période	(11074)	(1734)	-	**(12 808)**
Renversement de l'amortissement lors de la disposition	1020	-		**1 020**
Amortissement cumulé au 31 décembre 2012	**(130 876)**	**(3 284)**	**-**	**(134 160)**
Valeur comptable nette au 31 décembre 2012	**7 558**	**9 014**	**4 331**	**20 903**

(en milliers de dollars)	Logiciels développés à l'interne	Logiciels acquis	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2011	136 579	2 209	6 399	**145 187**
Acquisitions	1713	1853	2 235	**5 801**
Transferts	220	6 534	(6 754)	-
Dispositions	(181)	-	-	**(181)**
Coût au 31 mars 2012	**138 331**	**10 596**	**1 880**	**150 807**
Amortissement cumulé au 31 mars 2011	(105 437)	(63)	-	**(105 500)**
Amortissement pour l'exercice	(15 476)	(1487)	-	**(16 963)**
Renversement de l'amortissement lors de la disposition	91	-	-	**91**
Amortissement cumulé au 31 mars 2012	**(120 822)**	**(1 550)**	**-**	**(122 372)**
Valeur comptable nette au 31 mars 2012	**17 509**	**9 046**	**1 880**	**28 435**

8. Immobilisations incorporelles (suite)

B. Dépréciation

En l'absence de tout indice de dépréciation pendant le troisième trimestre de 2012–2013, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée (zéro en 2011).

9. Filiales, entités ad hoc et entreprises associées

L'information financière concernant les placements de la Société est résumée comme suit :

(en milliers de dollars)	**Participation au :**		**Valeur comptable au :**	
	31 décembre 2012	**31 mars 2012**	**31 décembre 2012**	**31 mars 2012**
CSR (cat. B)	14,49%	14,51%	4 243	6 191
Autres	-	-	17	17
	-	-	**4 260**	**6 208**

La Société détient 14,5 pour cent des titres de capitaux propres et 24,2 pour cent des titres avec droit de vote de Canadian Satellite Radio Holdings Inc. (CSR) en raison des actions de catégorie B qu'elle a obtenues dans le contexte d'une fusion achevée en juin 2011 mettant en cause Sirius Canada Inc. (Sirius), une entité détenue qu'elle comptabilisait auparavant selon la méthode de la mise en équivalence, et CSR. Comme elle détient plus de 20 pour cent des droits de vote de CSR et qu'elle a le pouvoir de participer aux décisions de politiques financières et opérationnelles de cette entreprise par l'entremise de sa représentation au conseil d'administration et de sa relation d'affaires continue avec elle, la Société juge qu'elle exerce une influence notable sur CSR et comptabilise son investissement dans les actions de catégorie B selon la méthode de la mise en équivalence.

La juste valeur de l'investissement de la Société dans CSR au 31 décembre 2012 est de 110,7 millions de dollars (31 mars 2012–53,6 millions) et est basée sur le cours de clôture des actions de catégorie A de CSR à cette date.

En novembre 2012, CSR a annoncé l'établissement de dividendes trimestriels de même que le paiement d'un dividende spécial sur toutes ses actions de catégorie A et B. Le dividende spécial et le premier dividende trimestriel ont été servis aux actionnaires le 2 janvier 2013. Au 31 décembre 2012, la Société avait comptabilisé des dividendes à recevoir de CSR à hauteur de 2,9 millions de dollars (zéro au 31 mars 2012). CSR a déclaré un deuxième dividende trimestriel le 15 janvier 2013.

Le 15 janvier 2013, CSR a officiellement adopté le nom de Sirius XM Canada Holdings Inc.

9. Filiales, entités ad hoc et entreprises associées (suite)

Les tableaux suivants présentent un résumé des informations financières pour CSR :

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 31 décembre		Période de neuf mois se terminant le 31 décembre	
	2012 [1]	2011 [2]	2012 [1]	2011 [2]
Revenus	68 959	63 155	201 929	161 786
Résultat net	3 288	(3 412)	5 186	10 865

[1] Les montants pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2012 comprennent les résultats de CSR jusqu'au 30 novembre 2012.
[2] Les montants pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2011 comprennent les résultats de l'entité issue du regroupement de CSR et de Sirius jusqu'au 30 novembre 2011.

(en milliers de dollars)	31 décembre 2012 [1]	31 mars 2012 [2]
Actif	409 148	397 158
Passif	380 003	354 367

[1] Les montants au 31 décembre 2012 comprennent les soldes concernant CSR au 30 novembre 2012.
[2] Les montants au 31 mars 2012 comprennent les soldes concernant CSR au 29 février 2012.

CSR n'est assujettie à aucune restriction importante en ce qui concerne le transfert de fonds à ses investisseurs.

10. Créditeurs et charges à payer

(en milliers de dollars)	31 décembre 2012	31 mars 2012
Fournisseurs	27 985	54 925
Charges à payer	43 908	65 243
Autres	3 121	4 470
	75 014	124 638

11. Actifs et passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel

Les actifs et les passifs liés au personnel s'établissent comme suit :

(en milliers de dollars)	Courant		Non courant	
	31 décembre 2012	**31 mars 2012**	**31 décembre 2012**	**31 mars 2012**
Passif au titre des prestations de retraite constituées	-	-	267 662	175 813
Avantages futurs du personnel	-	-	161 807	157 223
Indemnités de vacances	59 930	57 099	-	-
Réduction des effectifs	10 426	6 310	-	-
Passifs liés aux salaires	51 934	66 441	156	171
	122 290	**129 850**	**429 625**	**333 207**

La Société souscrit à un régime de retraite contributif à prestations définies, le Régime de retraite de CBC/Radio-Canada, pour la presque totalité des membres de son personnel. Les prestations de retraite sont en fonction de la durée des services donnant droit à la pension et de la moyenne du salaire admissible des cinq meilleures années consécutives au cours des dix dernières années de service. Les employés sont tenus de verser une cotisation équivalant à un pourcentage de leur salaire admissible, la Société fournissant le reste du financement, au besoin, en fonction des évaluations actuarielles. La Société souscrit aussi à des régimes de retraite non contributifs à prestations définies non capitalisés. Tous les régimes sont soumis à des évaluations actuarielles, qui ont été faites au moins tous les trois ans. Les évaluations actuarielles du Régime de retraite de CBC/Radio-Canada, dorénavant, seront obligatoirement faites chaque année en vertu de nouvelles exigences réglementaires. Les montants inclus dans les présents états financiers reflètent les dernières évaluations en date du 31 décembre 2011.

11. Actifs et passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

La Société souscrit à un régime non contributif d'avantages à long terme qui est destiné à certains employés engagés avant le 1er avril 2005, le 1er juillet 2005 ou le 11 octobre 2005, selon la catégorie professionnelle à laquelle ils appartiennent. Sous ce régime, les employés qui comptent plus de trois ans d'ancienneté au moment de leur départ à la retraite ont alors le choix entre une indemnité en espèces ou une bonification de leurs prestations de retraite. Les prestations de retraite sont en fonction de la durée des services donnant droit à la pension et du taux de rémunération en mars 2005, en juillet 2005 ou à la date de retraite ou de décès, selon la catégorie professionnelle des employés. La Société offre également à ses employés des avantages futurs comme des indemnités d'invalidité de longue durée et des indemnités d'accident du travail, le maintien des protections pour les employés en invalidité de longue durée et une assurance vie postérieure à l'emploi. Les dernières évaluations actuarielles du régime non contributif d'avantages à long terme et du régime garantissant le maintien des protections remontent à décembre 2009.

Au cours de l'exercice, la Société a mis à jour l'évaluation actuarielle de ses régimes en date du 31 mars 2012.

Les évaluations actuarielles étaient fondées sur les principales hypothèses suivantes :

Hypothèses – taux annuels	**31 décembre 2012**	**31 mars 2012**
Hypothèses utilisées pour établir le coût des prestations de retraite :		
Taux de rendement attendu à long terme des actifs des régimes	6,00 %	6,50 %
Taux d'actualisation	4,25 %	5,25 %
Hypothèses utilisées pour établir l'obligation au titre des prestations définies :		
Taux d'actualisation - régime de retraite	4,00%	4,25 %
Taux d'actualisation – indemnités de fin de contrat de travail	3,50 %	4,00 %
Taux d'actualisation – prestations d'invalidité de longue durée	3,75 %	3,75 %
Taux d'actualisation – avantages postérieurs à l'emploi	4,25 %	4,25 %
Taux de croissance de la rémunération à long terme, excluant les primes au rendement et les promotions	2,75 %	2,75 %
Taux d'évolution du coût des soins de santé	7,00 %par an jusqu'en 2019, 4,50 %par la suite	7,00 %par an jusqu'en 2019, 4,50 %par la suite
Indexation des prestations en cours de versement	1,65 %	1,65 %

11. Actifs et passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

Le montant de l'obligation de la Société au titre de ses régimes à prestations définies qui figure dans l'État consolidé résumé de la situation financière est le suivant :

(en milliers de dollars)	31 décembre 2012			31 mars 2012		
	Régimes de retraite	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Obligation au titre des prestations définies	5 459 083	86 728	161 558	5 184 634	81 993	156 917
Juste valeur des actifs des régimes	5 278 149	-	-	5 090 814	-	-
Déficit	**180 934**	**86 728**	**161 558**	**93 820**	**81 993**	**156 917**
Moins :						
Coûts non amortis des services passés pour lesquels les droits à prestations ne sont pas acquis	-	-	(249)	-	-	(306)
Passif net lié à l'obligation au titre des prestations définies	**180 934**	**86 728**	**161 807**	**93 820**	**81 993**	**157 223**

Les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies ont été les suivantes :

(en milliers de dollars)	31 décembre 2012		31 mars 2012	
	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Obligation au titre des prestations définies, début de l'exercice	5 266 627	156 917	4 482 903	141 234
Coût des services rendus au cours de la période	76 169	5 285	72 541	6 761
Coût financier	166 272	4 516	231 924	7 120
Cotisations des employés	34 498	-	41 186	-
Pertes actuarielles	195 978	4 501	667 400	15 056
Prestations versées	(193 733)	(9 661)	(244 327)	(13 254)
Coût des services passés acquis[1]	-	-	15 000	-
Obligation au titre des prestations définies, fin de la période	**5,545,811[2]**	**161 558**	**5 266 627[3]**	**156 917**

[1]Coût estimatif de certains changements concernant les prestations minimales énoncées dans la Loi sur les normes de prestation de pension qui touchent le Régime de retraite de CBC/Radio-Canada. Celui-ci est un coût unique dans l'État consolidé du résultat pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012.

[2]L'obligation au titre des prestations définies pour le régime capitalisé et celle pour les régimes non capitalisés s'élèvent à 5 459 083 $ and 86 728 $ respectivement.

[3]L'obligation au titre des prestations définies pour le régime capitalisé et celle pour les régimes non capitalisés s'élèvent à 5 184 634 $ et 81 993 $ respectivement.

11. Actifs et passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

Les variations de la juste valeur des actifs des régimes ont été les suivantes :

(en milliers de dollars)	31 décembre 2012		31 mars 2012	
	Régimes de retraite	Autres régimes postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres régimes postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs des régimes, début de l'exercice	5 090 814	-	4 563 210	-
Rendement attendu des actifs des régimes	225 884	-	291 938	-
Gains actuariels	73 908	-	379 386	-
Cotisation des employés	34 498	-	41 186	-
Cotisations de la Société	46 778	9 661	59 421	13 254
Prestations versées	(193 733)	(9 661)	(244 327)	(13 254)
Juste valeur des actifs des régimes, fin de la période	**5 278 149**	**-**	**5 090 814**	**-**

La Société compte cotiser 59,7 millions de dollars à ses régimes de retraite à prestations définies au cours de l'exercice.

Les montants comptabilisés en résultat global au titre des régimes à prestations définies sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 31 décembre		Période de neuf mois se terminant le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Coût des services rendus au cours de la période	27 152	18 362	81 454	55 086
Intérêts sur l'obligation	56 930	59 685	170 788	179 055
Rendement attendu des actifs des régimes	(75 295)	(72 984)	(225 880)	(218 952)
Coût des services passés acquis	(19)	(19)	(57)	14 943
Charge comptabilisée en résultat net	8 768	5 044	26 305	30 132
Plus :				
(Gains) et pertes actuariels comptabilisés en autres éléments du résultat global	(183 509)	(34 697)	126 570	99 119
Total comptabilisé en résultat global	**(174 741)**	**(29 653)**	**152 875**	**129 251**

Les pertes actuarielles cumulatives comptabilisées en autres éléments du résultat global s'établissent à 190,9 millions de dollars au 31 décembre 2012 (pertes de 64,3 millions au 31 mars 2012).

11. Actifs et passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

La charge totale comptabilisée en résultat net est présentée comme suit dans l'État consolidé résumé du résultat de la Société :

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 31 décembre		Période de neuf mois se terminant le 31 décembre	
	2012	**2011**	**2012**	**2011**
Coûts des services de télévision, de radio et de nouveaux médias	7 762	4 554	23 013	26 985
Services spécialisés	682	301	2 333	2 023
Transmission, distribution et collecte	243	142	719	843
Administration nationale	81	47	240	281
Total	**8 768**	**5 044**	**26 305**	**30 132**

Le taux de rendement attendu global est une moyenne pondérée des rendements attendus des diverses catégories d'actifs détenus dans les régimes. Pour évaluer les rendements attendus, la Société se base sur les tendances historiques et sur les rendements du marché prévus par les analystes pour l'actif sur toute la durée de l'obligation correspondante. Le rendement effectif des actifs des régimes pour les périodes de trois et neuf mois est de 64,4 millions de dollars, soit 1,25 pour cent et 299,8 millions de dollars, soit 5,95 pour cent, respectivement (6,21 pour cent et 13,18 pour cent respectivement en 2011).

Les actifs du Régime sont investis dans les catégories de placements suivantes:

(en milliers de dollars)	**31 décembre 2012**	**31 décembre 2011**
Titres à revenu fixe	52 %	54 %
Actions canadiennes	11 %	12 %
Actions internationales	21 %	19 %
Placements stratégiques[1]	16 %	15 %
	100 %	**100 %**

[1]Les placements stratégiques comprennent des biens immobiliers, des placements privés, des fonds de couverture et des fonds d'infrastructure.

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2012, la charge totale de la Société au titre des avantages du personnel s'élève à 229,7 millions de dollars et à 709,3 millions de dollars respectivement (237,4 millions et 729,1 millions respectivement en 2011).

12. Provisions

	31 décembre 2012				
			Coûts de restructuration		
(en milliers de dollars)	Réclamations et poursuites	Environnement	Réduction des effectifs	Mise hors service d'actifs	Total
Solde au 31 mars 2012	38 762	300	-	-	39 062
Provisions supplémentaires comptabilisées	10 237	-	13 958	6 658	30 853
Augmentations dues à la désactualisation	-	-	-	39	39
Provisions utilisées	(7 566)	(40)	(12 921)	(308)	(20 835)
Réductions découlant d'une réévaluation ou d'un règlement sans coût	(3 389)	-	-	-	(3 389)
Solde au 30 septembre 2012	**38 044**	**260**	**1 037**	**6 389**	**45 730**
Provisions supplémentaires comptabilisées	6 006	-	1227	-	7 233
Augmentations dues à la désactualisation	-	-	-	39	39
Provisions utilisées	(224)	(170)	(52)	(724)	(1 170)
Réductions découlant d'une réévaluation ou d'un règlement sans coût	(938)	-	-	-	(938)
Solde au 31 décembre 2012	**42 888**	**90**	**2 212**	**5 704**	**50 894**

	31 mars 2012				
			Coûts de restructuration		
(en milliers de dollars)	Réclamations et poursuites	Environnement	Réduction des effectifs	Mise hors service d'actifs	Total
Solde au début de l'exercice	35 272	300	-	-	35 572
Provisions supplémentaires comptabilisées	13 045	-	-	-	13 045
Provisions utilisées	(3 241)	-	-	-	(3 241)
Réductions découlant d'une réévaluation ou d'un règlement sans coût	(6 314)	-	-	-	(6 314)
Solde à la fin de l'exercice	**38 762**	**300**	**-**	**-**	**39 062**

12. Provisions (suite)

A. Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration assumés pendant les premiers neuf mois de l'exercice se rattachent aux initiatives mises en œuvre par la Société pour faire face aux réductions de financement annoncées dans le budget fédéral de 2012 et à d'autres pressions financières. Les dépenses comptabilisées à ce jour comprennent celles ayant trait au programme de réduction des effectifs auquel la Société s'est manifestement engagée et dont les coûts peuvent être estimés, à l'accélération de la mise hors service d'émetteurs de télévision analogique et autres activités connexes, et à la fin de la transmission sur ondes courtes de la programmation de RCI (voir la note 7). De plus, un montant additionnel au titre du financement des immobilisations différé a été comptabilisé pour contrebalancer la dotation aux amortissements et les pertes de valeur liées à ces installations (voir la note 14).

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2012, les dépenses totales relatives aux coûts de restructuration se sont élevées à 1,7 million de dollars (zéro en 2011) et à 55,1 millions de dollars respectivement (zéro en 2011). Le financement des immobilisations correspondant comptabilisé en résultat s'est établi à 32,1 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012 (zéro en 2011) et aucun montant n'est comptabilisé pour le trimestre en cours. La plupart de ces coûts ont été enregistrés dans le cadre des dépenses de transmission, distribution et collecte sur l'État consolidé résumé du résultat.

B. Réclamations et poursuites

Diverses réclamations ont été formulées ou des poursuites ont été intentées contre la Société. Dans certains cas, leurs auteurs demandent des dédommagements pécuniaires importants ou d'autres redressements qui pourraient entraîner des dépenses importantes. Les provisions de la Société portent principalement sur des évaluations foncières et les défis associés aux impôts fonciers correspondants, des tarifs de droits d'auteur, des griefs et d'autres litiges.

Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les réclamations dont l'issue est incertaine, qui pourraient donner lieu à des sorties de ressources ou qui ne sont pas mesurables sont réputées être des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés. Au 31 décembre 2012, la Société a reconnu des provisions d'une valeur de 42,9 millions de dollars (38,8 millions au 31 mars 2012) au chapitre des litiges. Lorsqu'elles peuvent être estimées, toutes les affaires sont classifiées comme courantes puisque la Société s'attend à les résoudre dans les douze prochains mois.

La Société n'a constaté aucune provision pour des contrats déficitaires.

12. Provisions (suite)

C. Passifs relatifs à l'environnement

Au 31 décembre 2012, la Société avait constitué des provisions d'une valeur de 0,1 million de dollars pour un problème environnemental (0,3 million de dollars au 31 mars 2012 pour deux problèmes environnementaux). Des échantillons de terrain prélevés à l'ancien site de transmission de la Société situé au mont Logan ont révélé la présence d'hydrocarbures, ce qui oblige la Société à décontaminer le sol. Les coûts des travaux de décontamination de ce site sont estimés à 0,1 million de dollars. Des approbations ministérielles et d'autres examens environnementaux sont requis.

Les provisions comptabilisées au 31 mars 2012 comprenaient un montant de 0,2 million de dollars pour des travaux de décontamination d'un ancien site de transmission AM de la Société à Rimouski, qui présentait des concentrations en biphényle polychloré (BPC) dépassant les critères autorisés par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP).

Les travaux entrepris sur ce site étaient en grande partie achevés au troisième trimestre, les dépenses pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2012 atteignant 0,2 million de dollars. La Société a également amorcé les travaux sur le site du mont Logan, au coût total de 0,04 million de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2012. Aucune dépense n'a été comptabilisée dans le trimestre en cours.

D. Éventualités

Diverses réclamations ont été formulées ou des poursuites intentées contre la Société. Dans certains cas, leurs auteurs demandent des dédommagements pécuniaires importants ou d'autres redressements qui pourraient entraîner des dépenses importantes. Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les passifs éventuels sont des obligations potentielles qui peuvent devenir réelles lorsqu'un ou plusieurs événements futurs se réalisent ou ne se réalisent pas. La Société n'a constaté aucune provision au titre de passifs éventuels.

13. Revenus

La Société a comptabilisé des revenus provenant des sources suivantes :

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 31 décembre		Période de neuf mois se terminant le 31 décembre	
	2012	**2011**	**2012**	**2011**
Publicité	83 075	116 416	239 568	277 858
Location d'immeubles, de pylônes de transmission, d'installations et de services	13 901	13 548	33 665	32 789
Production	4 752	5 326	12 866	11 962
Programmation numérique	1 898	1 454	6 796	3 731
Droits de retransmission	791	1 006	2 368	4 881
Commandites d'émission	648	1 561	4 625	4 872
Autres services	270	1 717	1 191	2 381
Total des revenus liés à la prestation des services	**105 335**	**141 028**	**301 079**	**338 474**
Total des revenus liés aux Services spécialisés	**43 456**	**43 081**	**128 643**	**124 623**
Total des revenus financiers	**2 076**	**2 266**	**6 576**	**6 921**
Contribution du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL)	7 450	9 545	29 816	31 865
Revenus de contrats-échanges autres que publicitaires	1 097	607	2 916	1 511
(Perte) gain sur taux de change	1	(132)	68	(352)
(Perte) gain net provenant de l'évaluation à la juste valeur d'instruments financiers	264	(428)	256	1 146
Total des revenus	**159 679**	**195 967**	**469 354**	**504 188**

14. Financement public

Voici une ventilation des crédits parlementaires approuvés et des sommes reçues par la Société pendant la période :

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 31 décembre		Période de neuf mois se terminant le 31 décembre	
	2012	**2011**	**2012**	**2011**
Financement des activités opérationnelles	285 534	315 000	763 966	817 433
Financement des immobilisations	16 000	24 000	65 568	74 568
Financement du fonds de roulement	666	1000	2 666	2 999
	302 200	**340 000**	**832 200**	**895 000**

Le financement public approuvé et reçu par la Société au cours de la période est comptabilisé comme suit dans les états financiers consolidés résumés.

Le crédit parlementaire pour les activités opérationnelles est comptabilisé dans l'État consolidé résumé du résultat, pour le montant qui correspond à la différence nette entre les charges et les revenus autogénérés budgétés pour le trimestre.

Les budgets trimestriels sont dérivés du budget annuel approuvé par le Conseil d'administration au début de chaque exercice. Ils reflètent le financement public attendu de l'exercice ainsi que les impacts saisonniers des charges et des revenus autogénérés.

(en milliers de dollars)	**31 décembre 2012**	**31 mars 2012**
Financement des activités opérationnelles reçu au cours de la période	763 966	1028 047
Moins : Crédit parlementaire pour les activités opérationnelles comptabilisé dans l'État consolidé résumé du résultat au cours de la période	(690 242)	(1028 047)
Crédit parlementaire d'exploitation reporté	**73 724**	**-**

Le financement des immobilisations reçu est comptabilisé à titre de financement des immobilisations différé dans l'État consolidé résumé de la situation financière. Il est amorti et comptabilisé de la même façon et sur les mêmes périodes que les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles et l'équipement sous contrat de location-financement auxquels il se rapporte.

(en milliers de dollars)	**31 décembre 2012**	**31 mars 2012**
Solde, début de l'exercice	574 027	602 025
Financement public au titre des immobilisations	65 568	102 272
Amortissement du financement des immobilisations différé	(120 802)	(130 270)
Solde, fin de la période	**518 793**	**574 027**

15. Saisonnalité

Hormis les crédits parlementaires, environ 55 pour cent des produits annuels de la Société se composent de produits publicitaires ayant tendance à suivre un cycle saisonnier, ceux du deuxième trimestre étant habituellement les moins élevés en raison de la baisse des cotes d'écoute durant la saison estivale. En plus d'être influencés par la programmation, les revenus publicitaires tendent à varier en fonction des conditions du marché et de l'économie en général. Les revenus d'abonnement varient moins d'un trimestre à un autre et représentent environ 20 pour cent des revenus totaux de la Société.

Les charges opérationnelles tendent également à suivre un cycle saisonnier lié aux variations de la grille de programmation.

16. Variations du fonds de roulement

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 31 décembre		Période de neuf mois se terminant le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Variations du fonds de roulement sont composées de :				
Clients et autres créances	(46 290)	(49 781)	(12 633)	(25 681)
Programmation	19 133	12 917	(29 330)	(41 187)
Stocks de marchandisage	63	(171)	(45)	(56)
Charges payées d'avance	(4 687)	3 872	55 723	84 097
Billets à recevoir	(3)	(4)	(9)	(8)
Obligation au titre de contrats de location-financement	-	(140)	-	-
Passif financier lié à la monétisation de créances	-	(10 500)	-	(10 500)
Créditeurs et charges à payer	(14 128)	(12 043)	(49 624)	(43 895)
Provisions	5 125	1 043	11 753	372
Revenus différés	(425)	440	1 018	(254)
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	(6 089)	(12 166)	(15 596)	(29 235)
	(47 301)	**(66 533)**	**(38 743)**	**(66 347)**

17. Parties liées

Dans le cadre de l'exploitation courante, la Société conclut des transactions avec des parties liées conformément aux conditions commerciales courantes applicables à tous les particuliers et à toutes les entreprises, ainsi qu'aux prix du marché. Ces transactions sont comptabilisées à la juste valeur par la Société. Les transactions suivantes ont été effectuées avec des parties liées:

A. Transactions avec parties liées autres que des entités liées à une autorité publique

Prestation de services

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 31 décembre		Période de neuf mois se terminant le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Entreprise associée	991	1 132	2 847	2 540
	991	**1 132**	**2 847**	**2 540**

Réception de services

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 31 décembre		Période de neuf mois se terminant le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Entreprise associée	27	2	27	2
Autres entités liées	-	-	23	-
	27	**2**	**50**	**2**

Cotisations de retraite

(en milliers de dollars)	Période de trois mois se terminant le 31 décembre		Période de neuf mois se terminant le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Régime de retraite de la Société	16 296	18 118	44 596	45 039
	16 296	**18 118**	**44 596**	**45 039**

Les soldes suivants étaient impayés à la fin de la période :

(en milliers de dollars)	Sommes dues par les parties liées		Sommes dues aux parties liées	
	31 décembre 2012	31 mars 2012	31 décembre 2012	31 mars 2012
Entreprise associée	390	446	-	-
	390	**446**	**-**	**-**

Les sommes impayées ne sont pas garanties et seront réglées en espèces. Aucune charge n'a été comptabilisée dans la période en cours ou dans des périodes antérieures relativement à des créances irrécouvrables ou douteuses de parties liées.

17. Parties liées (suite)

B. Autre transaction avec une entreprise associée

Le 21 juin 2011, la Société a échangé sa participation dans Sirius contre des actions de CSR conformément aux conditions de la prise de contrôle inversée de CSR par Sirius. La prise de contrôle inversée et le maintien d'une influence notable dans l'entité fusionnée CSR ont amené la Société à constater un gain sur dilution hors trésorerie de 25,8 millions de dollars. Ce montant est composé d'un gain de 3,3 millions de dollars sur la participation cédée et de la quote-part de la Société dans les actions émises de CSR, soit 22,5 millions de dollars. De plus, la Société a comptabilisé des dividendes de 5,1 millions de dollars provenant du rachat de son placement initial de 12,0 millions de dollars dans les actions de catégorie C de Sirius. Enfin, elle a obtenu un billet pour des dividendes déclarés sur les actions de catégorie A de l'entreprise associée.

Au 31 décembre 2012, la Société a comptabilisé des dividendes à recevoir de CRS à hauteur de 3,0 million de dollars (zéro au 31 mars 2012). D'autres précisions sont fournies à la note 9.

C. Transactions avec des entités liées à une autorité publique

CBC/Radio-Canada, une société d'État fédérale, exerce ses activités dans un environnement économique dominé par des entités sous le contrôle direct ou indirect du gouvernement fédéral par l'entremise de ses autorités, organismes, entités affiliées et autres organisations (désignées collectivement par « entités liées à une autorité publique »). Elle fait des transactions avec d'autres entités liées à une autorité publique, notamment aux fins de l'achat et de la vente de biens ainsi que de la prestation et de la réception de services.

Ces transactions sont effectuées dans le cadre normal des activités de la Société, à des conditions comparables à celles qui caractérisent les transactions faites avec d'autres entités non liées à une autorité publique. Dans le contexte de l'achat et de la vente de biens et de services, CBC/Radio-Canada s'est dotée de politiques d'approvisionnement, d'une stratégie de fixation des prix et d'un processus d'approbation qui ne tiennent pas compte des liens des contreparties avec une autorité publique.

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012, la valeur globale des transactions significatives effectuées par la Société avec des parties liées à une autorité publique s'élève à 0,2 million de dollars (0,2 million en 2011) et à 0,3 million de dollars (0,3 million en 2011) pour la prestation de services et l'achat de biens et de services respectivement. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012, la valeur globale des transactions significatives effectuées par la Société avec des parties liées à une autorité publique s'élève à 0,8 million de dollars (1,0 million en 2011) et à 0,5 million de dollars (0,7 million en 2011) pour la prestation de services et l'achat de biens et de services respectivement. Aucune transaction individuellement significative n'a été effectuée dans la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012 (aucune en 2011).

18. Instruments financiers

Les justes valeurs de la trésorerie, des clients et autres créances, de la tranche à court terme des billets à recevoir de la tranche à court terme de l'investissement net dans un contrat de location financement, des créditeurs et des charges à payer, de la tranche à court terme de la dette obligataire, de la tranche à court terme de l'investissement net dans un contrat de location-financement, de la tranche à court terme de l'obligation au titre de contrats de location-financement, de la tranche à court terme des effets à payer et le passif d'encaissement anticipé avoisinent les valeurs comptables de ces instruments en raison de leurs échéances rapprochées.

Le tableau ci-après présente les valeurs comptables et les justes valeurs des autres instruments financiers de la Société :

(en milliers de dollars)	31 décembre 2012		31 mars 2012			
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Méthode[1]	Note
Instruments financiers évalués à la juste valeur :						
Actifs financiers dérivés	210	210	80	80	Niveau 1	(a)
Actifs financiers dérivés – options sur actions	181	181	53	53	Niveau 2	(b)
Passifs financiers dérivés	10	10	11	11	Niveau 1	(a)
Instruments financiers évalués au coût amorti :						
Billets à recevoir (non courant)	48 204	57 484	49 903	58 764		(c)
Investissement net dans un contrat de location-financement (non courant)	52 101	63 683	54 077	64 999		(c)
Dette obligataire (non courant)	277 008	380 582	286 533	396 127		(d)
Obligation au titre de contrats de location-financement (non courant)	47 209	49 948	54 206	58 955		(d)
Effets à payer (non courant)	113 026	127 844	118 585	132 835		(d)

[1] La méthode renvoie à la hiérarchie décrite ci-dessous. Chaque niveau correspond à un degré de transparence des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs :

- Niveau 1 - prix cotés d'instruments d'actif ou de passif identiques sur des marchés actifs
- Niveau 2 - données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et qui sont observables directement
- Niveau 3 - données qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (données non observables)

(a) La juste valeur repose sur les cours du marché à terme à la fin de la période de présentation de l'information financière.

(b) La juste valeur est estimée grâce à un modèle d'évaluation des options.

(c) La juste valeur des diverses sommes à recevoir a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus et actualisée au moyen de taux reflétant la solvabilité des contreparties.

(d) La juste valeur des divers passifs financiers de la Société a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus et actualisée au moyen des taux des obligations du gouvernement dont les conditions et les caractéristiques sont semblables.

19. Engagements

A. Engagements liés à la programmation et à des contrats de location simple et autres engagements

La Société a conclu des engagements concernant le renouvellement de contrats d'achat et la signature de nouveaux contrats d'achat. La direction estime à 272,4 millions de dollars les charges qu'entraîneront dans l'avenir les nouveaux engagements pris au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. À cette date, la Société avait, au total, des engagements de 917,9 millions de dollars devant être payés au cours des 15 prochaines années.

B. La Société en tant que bailleur – contrats de location simple

La Société a conclu un contrat en vue de louer une partie du Centre canadien de radiodiffusion à Toronto. Le contrat de location devrait entrer en vigueur en mars 2013, dès que certaines améliorations auront été apportées à l'immeuble. Il est d'une durée de 49 ans et trois mois moins un jour. Les paiements au titre de la location totalisent, sur une base non actualisée, 344,6 millions de dollars.